



Faire le point

Priorités et appréciations des citoyens, trois ans après le début des ODD

Par Massa Coulibaly, Kaphalo Ségorbah Silwé, et Carolyn Logan

Synthèse de Politique Afrobaromètre No. 51 | Novembre 2018

Introduction

Il s'est passé presque trois ans depuis que les Nations Unies ont amorcé leur Programme de Développement Durable à l'Horizon 2030 aux fins de créer « un modèle commun de paix et de prospérité pour les personnes et la planète, maintenant et dans le futur ». Au cœur de cet Agenda 2030, 17 Objectifs de Développement Durable, ou ODD, qui sont un appel à l'action par tous les pays en vue de promouvoir la prospérité tout en protégeant la planète. Avec des objectifs allant de l'éradication de la faim à la fourniture à tous de l'électricité en passant par la protection des biosphères terrestre et aquatique ainsi que la lutte contre les changements climatiques, ce large éventail d'objectifs, parallèlement aux 169 cibles et 228 indicateurs qui les définissent, présente un ambitieux programme pour le changement entre 2016 et 2030. Les ODD sont spécifiquement conçus pour identifier l'interconnexion des nombreux défis de développement et de durabilité auxquels font face les pays du monde, ainsi que la complexité des interventions nécessaires.

L'un des défis évidents que pose la structure des ODD consiste à déterminer comment commencer. Au vu de ce réseau complexe d'objectifs, de cibles, et d'indicateurs, comment les différents pays, les organisations nationales et internationales, et les autres parties intéressées dans la promotion du développement durable hiérarchisent-ils et traduisent-ils le programme en plan d'action? Comme toujours, Afrobaromètre soutient qu'il faut nécessairement commencer en interrogeant les citoyens.

Afrobaromètre a une grande expérience de la collecte de données sur les priorités publiques et l'identification des problèmes auxquels les citoyens voudraient le plus que leurs gouvernements s'attaquent. Ces réponses ouvertes qui permettent aux répondants d'identifier tout problème qu'ils choisissent peuvent être calquées sur les ODD, offrant un aperçu de la façon dont les Africains hiérarchisent ces nombreux objectifs, surtout dans un contexte où il y a plus ou moins de besoins, de développement, et de démocratie.

En outre, le suivi des progrès accomplis dans le cadre de la poursuite de ces objectifs domine de plus en plus les échanges à propos des ODD, surtout en raison de la quête en vue d'identifier des sources de données fiables. Ici, aussi, Afrobaromètre a beaucoup à offrir, en ce sens qu'elle peut donner un accès direct aux réponses des cibles primaires du programme des ODD: les citoyens africains ordinaires dont la sécurité et le bien-être en sont l'objectif suprême. Dans son Round 7 (2016-2018) tout récemment réalisé à travers 34 pays, Afrobaromètre a acquis des indicateurs concernant 12 des 17 ODD. Dans les mois à venir, le réseau publiera des données exhaustives comparatives transnationales sur une série de thématiques cruciales, dont plusieurs des ODD pris individuellement. Ce premier rapport qui s'inscrit dans les Pan-Africa Profiles du Round 7 du réseau offre une évaluation globale initiale de la performance des gouvernements en ce qui concerne les principaux secteurs définis par les ODD.

Les résultats ici présentés révèlent un paradoxe: Les secteurs les plus prioritaires et les plus performants s'assortissent correspondant rarement. Quand bien même les priorités varient d'un individu à un autre et d'un pays à un autre, surtout en réponse aux niveaux de pauvreté et de développement global, l'emploi et la croissance économique constituent la principale préoccupation dans la plupart des pays et à tous les niveaux de revenu. Pourtant ce sont là deux secteurs pour lesquels la plupart des gouvernements reçoivent certaines de leurs côtes de performances les plus médiocres. Parvenir à la plus grande efficacité dans ces secteurs pourrait être capital au succès des ODD pour nombre de gouvernements africains.

Enquêtes d'Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherches panafricain et indépendant qui conduit des enquêtes sur les attitudes du public envers la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et des questions connexes dans plus de 30 pays d'Afrique. Six rounds d'enquêtes ont été conduits entre 1999 et 2015, et les résultats des enquêtes au titre du Round 7 sont en cours de publication. Les lecteurs intéressés peuvent suivre nos publications, dont la série des analyses transnationales des Pan-Africa Profiles au titre du Round 7, à #VoicesAfrica et s'inscrire dans notre liste de diffusion à l'adresse www.afrobarometer.org.

Afrobaromètre réalise des entretiens face-à-face dans la langue choisie par le répondant avec des échantillons représentatifs nationaux qui produisent des résultats d'ordre national avec une marge d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Cette synthèse de politique s'appuie principalement sur les données de 45.823 entretiens réalisés dans 34 pays entre septembre 2016 et septembre 2018 (voir Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et les dates des travaux sur le terrain). Elle fait aussi des comparaisons avec des données collectées dans le Round 5 (2011-2013) et le Round 6 (2014-2015). Les comparaisons d'une période à l'autre se concentrent sur les 31 pays qui étaient concernés par tous les trois rounds d'enquêtes.

Résultats clés

- A travers 34 pays enquêtés, le chômage est le premier problème prioritaire auquel les Africains voudraient que leurs gouvernements s'attaquent, suivi par la santé, les infrastructures et routes, l'eau et l'assainissement, l'éducation, la pauvreté, et la gestion de l'économie.
- Sur la base d'une modélisation des « problèmes les plus importants » identifiés par les répondants d'Afrobaromètre par rapports aux ODD, l'ODD8, « travail décent et croissance économique », est l'ODD le plus prioritaire (58%), dépassant tous les autres de loin.
- Sept autres ODD captent chacun l'attention d'entre 20% et 30% des répondants, dont l'ODD2 (« faim zéro ») (30%), l'ODD3 (« bonne santé et bien-être ») (27%), l'ODD16 (« paix, justice et institutions efficaces ») (26%), l'ODD9 (« industrie, innovation et infrastructure ») (24%), l'ODD6 (« eau propre et assainissement ») (24%), l'ODD4 (« éducation de qualité ») (21%), et l'ODD1 (« pas de pauvreté ») (21%).
- Les ODD restants n'attirent que des niveaux très modestes d'attention des répondants comme priorités les « plus importantes ». Cependant, d'autres données d'Afrobaromètre indiquent que les publics africains accordent généralement de l'intérêt à ces objectifs également (par exemple l'égalité entre les sexes, les changements climatiques), même s'ils n'y pensent pas en premier quant à la lutte pour un moyen de subsistance productif et la survie quotidienne.
- La pauvreté et le niveau bas de développement socio-économique pèsent fortement dans la détermination des priorités, au niveau aussi bien individuel que national. Le travail et la croissance économique (ODD8) ainsi que la bonne gouvernance (ODD16) sont de plus hautes priorités pour les individus plus nantis et pour les pays économiquement plus développés. Pour les personnes et les pays les plus pauvres, le travail et la croissance sont toujours importants, mais les gens accordent une priorité sensiblement plus élevée à la lutte contre la faim et une fourniture adéquate en eau potable et en énergie.
- Des indicateurs de performance suggèrent que ce sont généralement les secteurs de haute priorité (par exemple le travail et la gestion économique) qui enregistrent les performances gouvernementales les plus médiocres, et vice versa (par exemple l'égalité entre les sexes et la protection des droits des handicapés). Une analyse plus approfondie serait nécessaire pour comprendre les mécanismes qui expliquent ces tendances.
- En moyenne, le pire secteur de performance des gouvernements est la réduction des écarts de revenus entre riches et pauvres: 31 sur 34 pays accordent à leurs gouvernants leurs notes les plus basses par rapport à cette question. Quand bien même l'ODD10 (« inégalités réduites ») n'est pas classé comme un objectif à haute priorité, l'échec du gouvernement dans ce secteur s'inscrit dans la droite ligne d'un

débat croissant dans le monde et en Afrique portant sur les dangers politiques et économiques de la montée de l'inégalité.

1. Problèmes persistants: Pauvreté vécue et privation de services sociaux

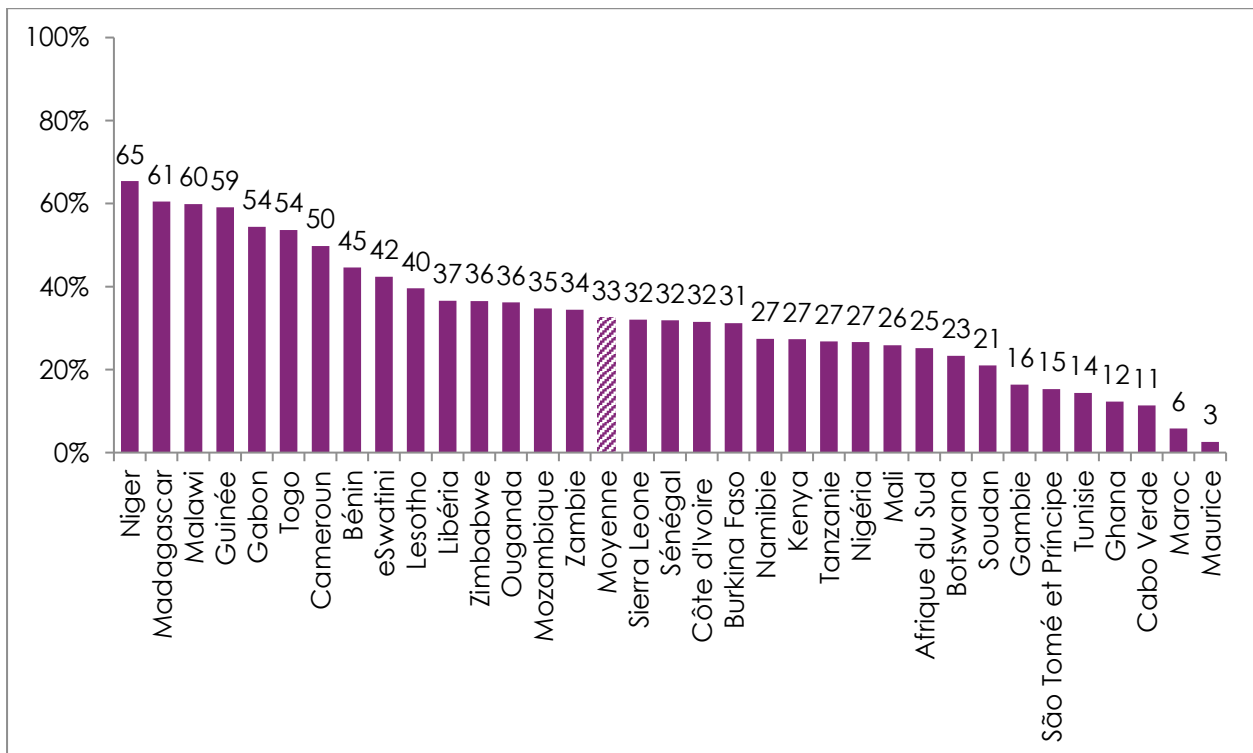
L'existence même des ODD souligne le caractère persistant et pluridimensionnel des enjeux mondiaux du développement qui s'avèrent souvent particulièrement aigus en Afrique. Pour apporter un certain contexte à la discussion suivante qui porte sur la façon dont les publics africains hiérarchisent ces défis, nous commençons avec des données qui donnent un profil général de ces sociétés et certains de leurs enjeux les plus fondamentaux.

1.1. Une expérience persistante de la pauvreté

Afrobaromètre suit la « pauvreté vécue » à partir de la fréquence à laquelle, au cours de la dernière année, les répondants ou quiconque vit dans leur ménage a connu des pénuries de plusieurs nécessités absolues (nourriture, eau potable, soin médicaux, combustible pour la cuisson des repas, et revenu en espèces).

Au cours de 2016/2018, un sur trois répondants (33%) affirment que leur ménage a connu des pénuries importantes de nourriture (allant de « plusieurs fois » à « beaucoup de fois » et « toujours ») au cours de l'année dernière (Figure 1). Les pays les plus affectés par cette forme de pauvreté vécue sont le Niger, Madagascar, et le Malawi, où 60% ou plus ont souffert de pénurie alimentaire. En revanche, moins de 10% ont connu de telles pénuries à Maurice (3%) et au Maroc (6%). Un nombre élevé de pays ont connu de fréquentes pénuries d'eau potable et de soins médicaux (38%, pas de figure), et presque les deux-tiers des Africains ont manqué d'un revenu en espèces au moins plusieurs fois durant l'année.

Figure 1: Pénurie alimentaire fréquente (%) | 34 pays | 2016/2018



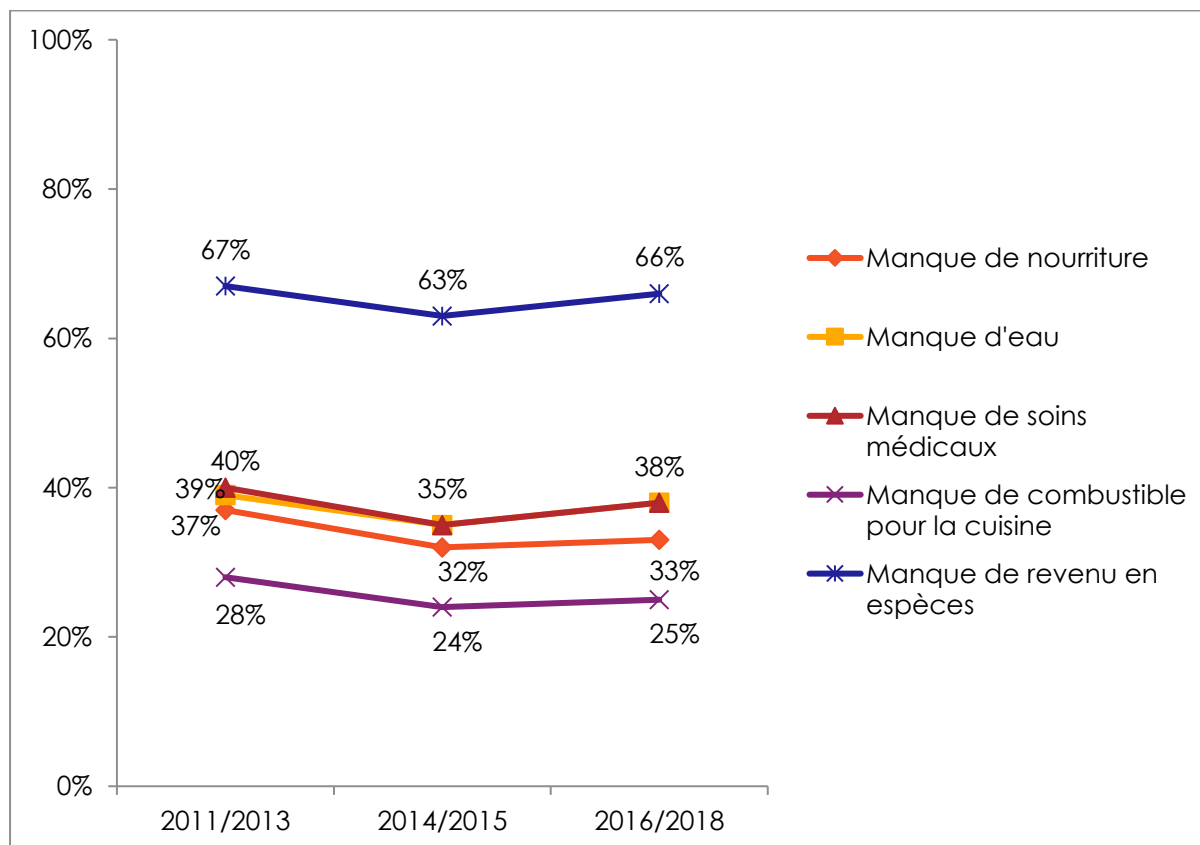
Question posée aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez-dû faire face aux situations suivantes: Nourriture insuffisante pour manger à sa faim? (% « quelques fois, » « plusieurs fois, » ou « toujours »)

À travers 31 pays suivis depuis 2011/2013, nous observons une légère baisse de l'expérience de pénurie de nourriture entre 2011/2013 (Round 5) et 2014/2015 (Round 6), de 37% à 32%. Cette tendance baissière s'est stabilisée entre 2014/2015 et 2016/2018 (Round 7) avec une

hausse (non-significative au plan statistique) à 33% (Figure 2). Cependant, il y a toujours une baisse importante de 4 points de pourcentage dans la proportion qui connaît une pénurie alimentaire.

On observe des tendances pareilles pour l'eau potable, les soins médicaux, les combustibles pour la cuisine, et les revenus en espèces: Les pénuries de ces biens et services ont légèrement baissé entre les rounds 5 et 6 mais se sont accrues entre les rounds 6 et 7, et dans la plupart des cas, les hausses antérieures ont été presque compensées. De façon générale, il semble n'y avoir eu qu'un progrès très léger au cours des six à sept dernières années dans la réduction de l'expérience de la plupart des aspects de pauvreté à travers le continent, quand bien même la baisse de l'insécurité alimentaire représente un progrès notable.

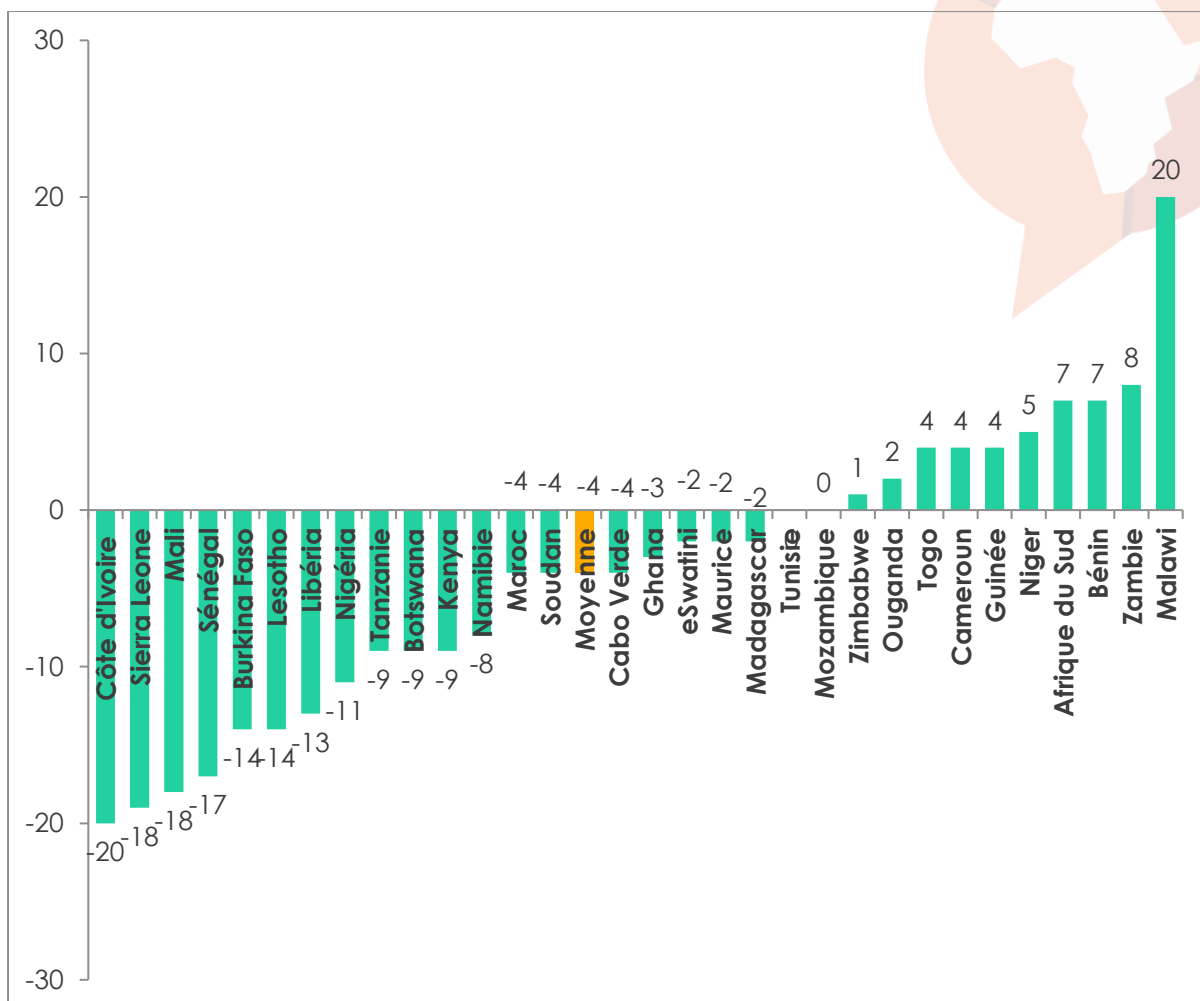
Figure 2: Expérience de la pénurie des nécessités de base | 31 pays | 2011-2018



Questions posées aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez-dû faire face aux situations suivantes: Nourriture insuffisante pour manger à sa faim? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques? Manque de médicaments ou traitement médical? Manque de combustible pour la cuisson des repas? Manque d'un revenu en espèces? (% « quelques fois, » « plusieurs fois, » ou « toujours »)

Cependant, la légère variation globale de l'insécurité alimentaire masque des variations beaucoup plus importantes dans certains pays (Figure 3), aussi bien positives que négatives. Entre 2011/2013 et 2016/2018, l'expérience de pénurie alimentaire a baissé dans 19 des 31 pays suivis. Au nombre de ceux-ci, il y en a huit qui ont connu des déclinés de plus de 10 points de pourcentage, la Côte d'Ivoire en tête (-20 points de pourcentage), suivie de la Sierra Leone (-18 points), du Mali (-18), et du Sénégal (-17). D'autre part, quatre pays ont connu une hausse de l'expérience de la faim de 7 points ou plus, dont l'Afrique du Sud (+7 points de pourcentage), le Bénin (+7), la Zambie (+8), et le Malawi, où l'expérience d'une pénurie alimentaire considérable s'est accrue de 20 points de pourcentage.

Figure 3: Variation des proportions qui ont connu la pénurie alimentaire (points de pourcentage) | 31 pays | 2011-2018



Question posée aux répondants: Au cours de l'année écoulée, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez dû faire face aux situations suivantes: Nourriture insuffisante pour manger à sa faim? (La figure montre les variations, en points de pourcentage, entre les rounds d'enquêtes de 2011/2013 et 2016/2018, dans la proportion des « quelques fois », « plusieurs fois », ou « toujours ».)

1.2. Privation de services

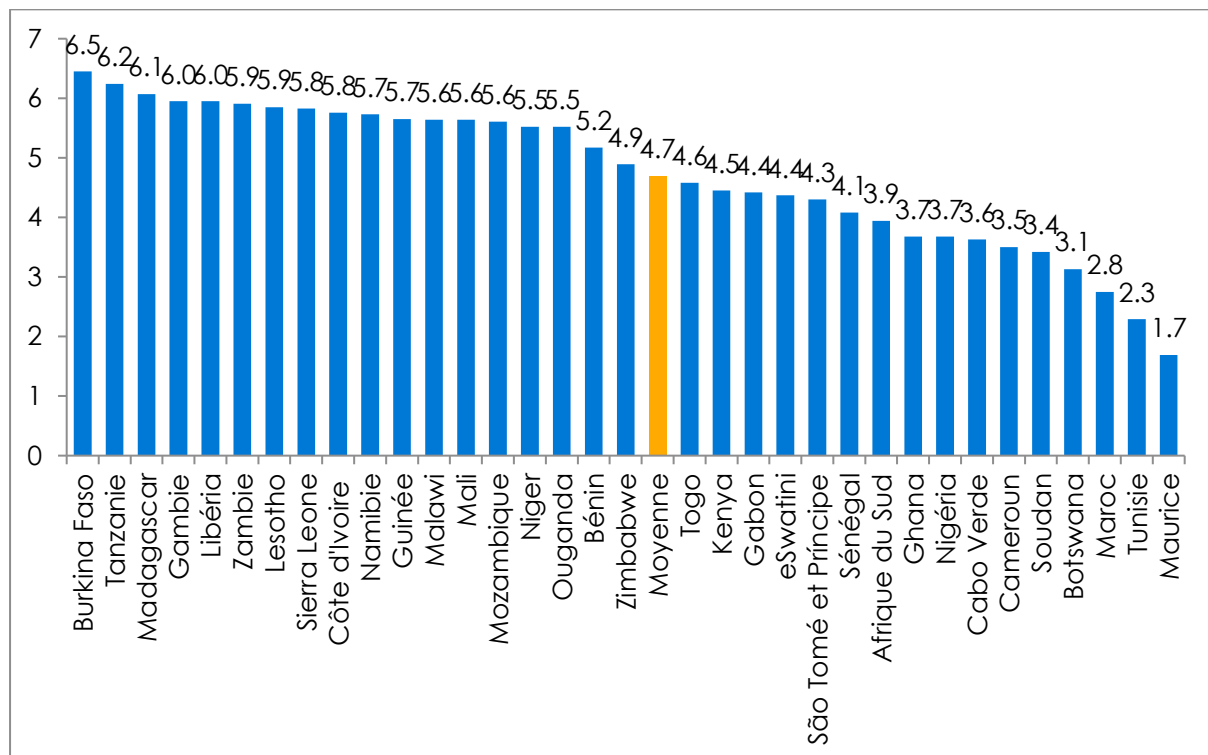
Les données sur la disponibilité des services et infrastructures essentiels sont un autre indicateur du bien-être public global. Pendant les travaux de terrain de l'enquête, les agents recenseurs acquièrent des données sur la disponibilité des services et infrastructures essentiels dans chaque communauté qu'ils visitent. Les services et infrastructures suivis dans chaque « zone d'énumération » sont: un réseau électrique, un système d'adduction d'eau, un système d'égouts, un service de téléphonie mobile, une école, un commissariat de police, une clinique médicale, un marché, une banque, des services de transport rémunérés, et une route d'accès à la communauté bitumée. Un décompte des services et infrastructures **indisponibles** dans chaque communauté pourrait servir d'un indice de privation de services, allant de 0 (tous les services et infrastructures disponibles, c.-à-d. aucune privation) à 11 (aucun service et infrastructure disponible).

La moyenne continentale des services « manquants » est de 4,7, avec des moyennes nationales allant de 1,7 à Maurice, ce qui indique que la plupart des services sont disponibles dans la plupart des communautés, à un maximum de 6,5 au Burkina Faso, pays le moins desservi parmi les 34 concernés par le Round 7 (Figure 4).

Dans nombre de cas, le classement des pays sur la base des indicateurs empiriques tels que l'expérience de la pénurie alimentaire (Figure 1) correspond étroitement au classement basé sur l'accès aux services et aux infrastructures (Figure 4). Par exemple, Maurice, le Maroc, et la

Tunisie occupent certaines des premières places suivant les deux indicateurs, alors que le Lesotho et Madagascar affichent des résultats assez médiocres sur les deux plans. Mais d'autres pays affichent des classements apparemment plus contradictoires. Le Cameroun, par exemple, semblerait être l'un des pays les mieux desservis, avec un score moyen de 3,5 seulement sur l'indice de privation (sixième général). Mais en même temps, le pays affiche l'un des niveaux les plus élevés de pénurie alimentaire, pas moins de 50% des répondants affirmant avoir régulièrement connu la pénurie alimentaire au cours de l'année écoulée (septième pire). Ces résultats divergents au niveau des deux indicateurs soulignent la complexité des défis de développement auxquels sont confrontés beaucoup de pays, et qui se traduisent par le nombre et la portée des ODD.

Figure 4: Indice moyen de privation d'infrastructures et de services sociaux | 34 pays | 2016/2018



Note: Les équipes d'Afrobaromètre sur le terrain collectent des données par rapport à la présence ou l'absence de 11 services et infrastructures dans la zone d'énumération. L'indice de privation est la moyenne nationale du décompte simple du nombre de ces services et infrastructures qui étaient indisponibles.

2. Les ODD: La riposte mondiale aux défis de développement

2.1. Vue d'ensemble des ODD

Le Programme de Développement Durable à l'Horizon 2030 a été adopté par tous les pays membres des Nations Unies en 2015 aux fins de créer « un modèle commun de paix et de prospérité pour les personnes et la planète, maintenant et dans le futur ». Les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) constituent la pièce maîtresse de ce programme, et entendent servir d'appel à l'action des acteurs locaux, des gouvernements nationaux, et de la communauté mondiale. Les ODD sont spécifiquement conçus pour identifier l'interconnexion des nombreux défis de développement et de durabilité ainsi que les interventions nécessaires. Les ODD s'appuient sur les huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui ont également, dans le même ordre d'idées, servi de guide de 2000 à 2015, mais ils intègrent de nouvelles priorités telles que les changements climatiques et la paix et la justice, et ils étendent le mandat non seulement aux pays en voie de développement mais à tous les pays membres des Nations Unies. Les 17 ODD sont résumés

dans le Tableau 1. (Pour plus d'informations sur les ODD et l'Agenda 2030, veuillez consulter <https://sustainabledevelopment.un.org/ODD>.)

Les 17 objectifs sont assortis de 169 cibles et 228 indicateurs pour suivre les progrès tendant à réaliser les objectifs. Chaque indicateur peut être désagrégé par revenu, sexe, âge, et autres caractéristiques socio-démographiques telles que la position sur le marché du travail, la zone de résidence, le handicap, et d'autres facteurs. A des fins de comparaison internationale ainsi que de suivi interne des progrès accomplis, chaque état membre des Nations Unies est invité à renforcer ses systèmes statistiques et de planification, mobiliser les ressources internes et externes, et mettre en place un système efficace de suivi et évaluation.

2.2. *Que disent les populations? Identification des problèmes les plus importants*

L'un des défis évidents que pose la structure des ODD consiste à déterminer comment commencer. Au vu de ce réseau complexe d'objectifs, de cibles, et d'indicateurs, comment les différents pays, les organisations nationales et internationales, et les autres parties intéressées dans la promotion du développement durable hiérarchisent-ils et traduisent-ils le programme en plan d'action? Comme toujours, Afrobaromètre soutient qu'il faut nécessairement commencer en interrogeant les gens.

Afrobaromètre a une grande expérience de la collecte de données sur les priorités publiques, incluant une question qui demande aux répondants d'identifier ce qu'ils considèrent comme « les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels

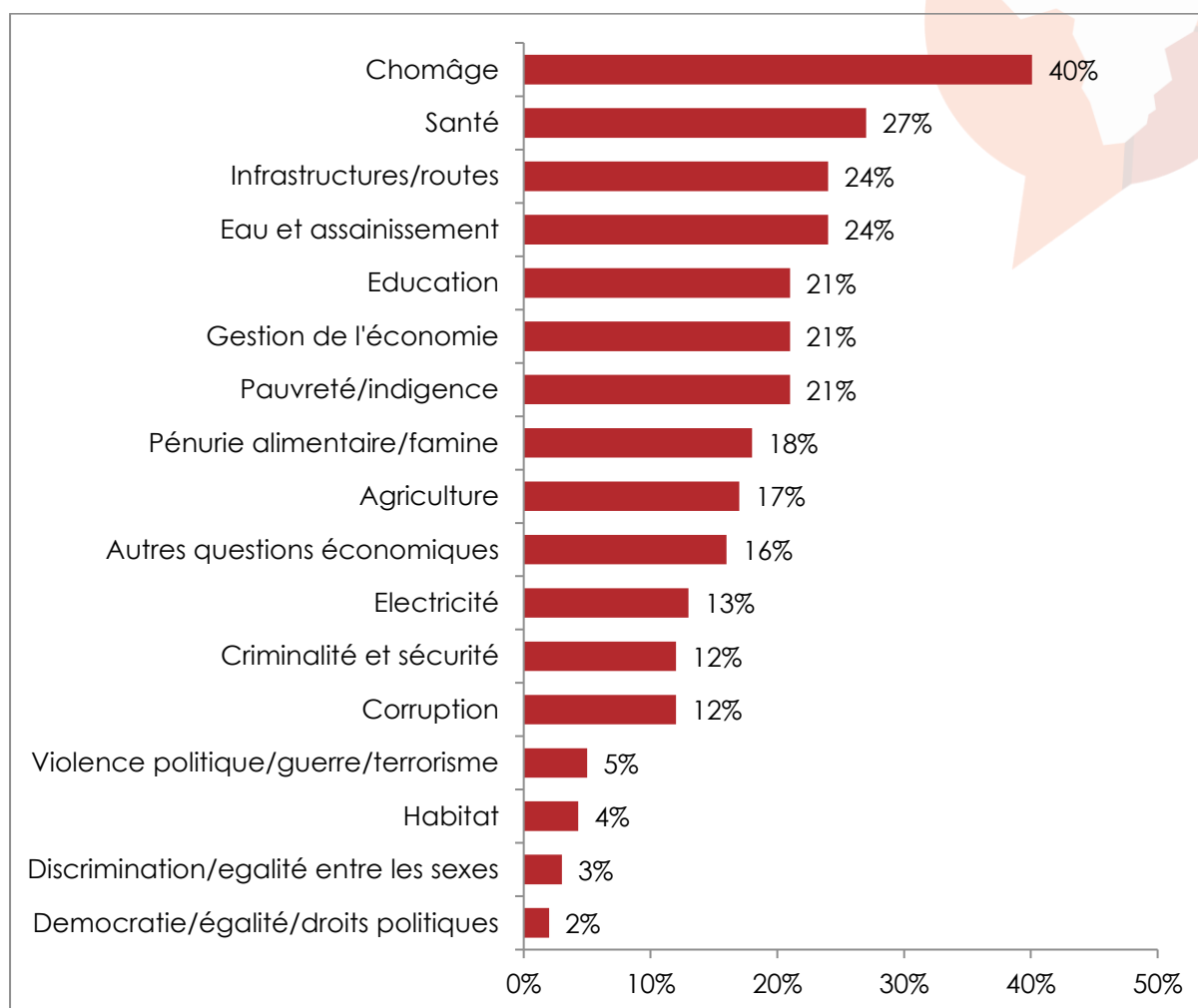
Pour sonder ces données vous-mêmes, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

le gouvernement devrait s'attaquer ». Les répondants peuvent donner jusqu'à trois réponses. Cette question est ouverte, c.-à-d. que plutôt que d'avoir une liste présélectionnée de problèmes parmi lesquels ils devraient choisir, les répondants peuvent identifier tout problème auquel ils pensent. Les enquêteurs codent ensuite ces

réponses sur une liste de catégories de problèmes conçue sur la base des réponses obtenues dans les rounds précédents. Lorsqu'un individu donne une réponse qui ne correspond à aucune des catégories de réponse disponibles, l'enquêteur peut acquérir cette réponse in extenso, pour un examen et une codification postérieurs, avec de nouveaux ajouts de catégories de codification le cas échéant. Le point clé ici réside dans le fait que les répondants sont autorisés à identifier tout problème qu'ils considèrent important – ils ne sont pas obligés de choisir parmi des priorités identifiées par d'autres.

La Figure 5 montre les problèmes les plus importants identifiés à travers 34 pays durant le Round 7. Comme par le passé, le chômage domine les préoccupations populaires: 40% des répondants mentionnent le chômage comme l'un des problèmes majeurs de leur pays. Il est suivi de la santé, mentionnée par 27%, les infrastructures (24%), l'eau et l'assainissement (24%), et l'éducation (21%). La préoccupation pour la situation économique suit, une personne sur cinq mentionnant la gestion de l'économie (21%) et la pauvreté (21%), suivies par la pénurie alimentaire (18%). (Pour une discussion approfondie des problèmes les plus importants identifiés durant les précédents rounds d'enquêtes, veuillez consulter la [Dépêche No. 67 d'Afrobaromètre](#) et la [Synthèse de Politique No. 18](#) à l'adresse www.afrobarometer.org.)

Figure 5: Problèmes les plus importants | 34 pays | 2016/2018



Question posée aux répondants: A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? (**Note:** Les répondants pourraient donner jusqu'à trois réponses. La figure montre le % des répondants qui mentionnent chacun des problèmes parmi leurs trois premiers problèmes.)

2.3. Modélisation des problèmes les plus importants par rapport aux ODD

Aux fins d'évaluer les renseignements que ces réponses ouvertes relatives aux problèmes les plus importants peuvent apporter à propos de la priorisation populaire des ODD, nous commençons par une modélisation ou une association de chaque catégorie de problèmes les plus importants tels qu'acquis par Afrobaromètre sur/à l'un des ODD (voir le Tableau 1). Nous pouvons alors trouver le nombre total de répondants qui ont identifié les problèmes qui sont associés à chaque ODD comme indicateur de la priorisation populaire de l'ODD.

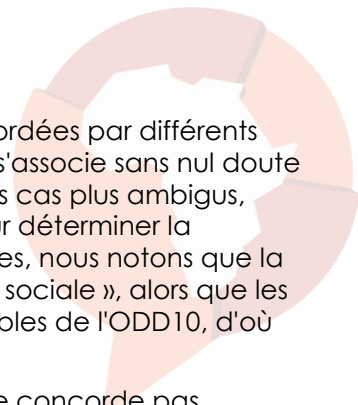
Dans certains cas il y a une correspondance biunivoque claire entre l'un des problèmes les plus importants et un ODD associé. Par exemple, l'un des problèmes les plus importants, l'« éducation », a une correspondance directe et claire avec l'ODD4 (« éducation de qualité »), et il en est de même pour l'ODD5 (« égalité entre les sexes »).

Dans d'autres cas, l'un des ODD peut correspondre à plusieurs des problèmes les plus importants. Ainsi, à l'ODD2 (« faim zéro ») correspondent sans nul doute l'un des problèmes les plus importants, la « pénurie alimentaire », mais aussi plusieurs des problèmes les plus importants relatifs à l'agriculture et à la gestion foncière. De même, à l'un des problèmes les plus importants, la « pauvreté/misère », correspondent directement l'ODD1 (« pas de pauvreté ») mais aussi les problèmes liés aux subventions aux personnes âgées et aux orphelins et enfants de rue.

Tableau 1: Association des « problèmes les plus importants » aux Objectifs de Développement Durable

Problèmes les plus importants (Afrobaromètre)	Objectif de Développement Durable de l'ONU
Pauvreté/indigence	▶▶▶
Aide aux personnes âgées	▶▶▶ ODD1: Pas de pauvreté : Éliminer l'extrême pauvreté et la faim
Enfants orphelins/sans abri	▶▶▶
Insécurité alimentaire/famine	▶▶▶
Elevage/agriculture	▶▶▶ ODD2: Faim « zéro » : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable
Commercialisation agricole	▶▶▶
Terres	▶▶▶
Santé	▶▶▶
Maladies/pathologies	▶▶▶ ODD3: Bonne santé et bien-être : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge
SIDA	▶▶▶
Drogues/alcoolisme	▶▶▶
Education	▶▶▶ ODD4: Education de qualité : Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie
Questions de genre/droits des femmes	▶▶▶ ODD5: Égalité entre les sexes : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles
Approvisionnement en eau	▶▶▶ ODD6: Eau propre et assainissement : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau
Services (autres)	▶▶▶
Electricité	▶▶▶ ODD7: Energie propre et d'un coût abordable : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable
Gestion de l'économie	▶▶▶
Chômage	▶▶▶ ODD8: Travail décent et croissance économique : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous
Salaires, traitements et revenus	▶▶▶
Transports	▶▶▶
Communications	▶▶▶ ODD9: Industrie, innovation et infrastructure : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation
Infrastructures/routes	▶▶▶
Discrimination/injustice	▶▶▶ ODD10: Inégalités réduites : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre
Immigration/étrangers	▶▶▶
Habitat	▶▶▶ ODD11: Villes et communautés durables : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables
Sécheresse	▶▶▶ ODD13: Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques : Rendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions
Criminalité et sécurité	▶▶▶
Corruption	▶▶▶
Démocratie/droits politiques	▶▶▶ ODD16: Paix, justice et institutions efficaces : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous
Instabilité politique/tensions ethniques	▶▶▶
Violences politiques	▶▶▶
Guerre civile	▶▶▶

Quand bien même dans la plupart des cas aucun doute ne subsiste sur la façon dont les problèmes les plus importants pourraient être associés au mieux aux ODD, ceci n'est pas



toujours évident, surtout en cas de chevauchement des questions abordées par différents ODD. Par exemple, la question des subventions aux personnes âgées s'associe sans nul doute à la pauvreté (ODD1), mais également à l'inégalité (ODD10). Dans ces cas plus ambigus, nous considérons les cibles et indicateurs associés à chaque ODD pour déterminer la meilleure association. Dans le cas des subventions aux personnes âgées, nous notons que la cible ODD 1.3 mentionne spécifiquement « les systèmes de protection sociale », alors que les références à ces types de programmes n'apparaissent pas dans les cibles de l'ODD10, d'où le classement de ce problème prioritaire sous l'ODD1.

L'ODD10 (« inégalités réduites ») est également un objectif vaste qui ne concorde pas toujours avec nos hypothèses. Les cibles indiquent que cet ODD s'intéresse à l'inégalité aussi bien à l'intérieur des pays qu'entre pays et que les auteurs ont intentionnellement inclus des questions aussi diverses que l'expérience de discrimination sur la base d'identités protégées (c.-à-d. le problème prioritaire « discrimination/inégalité ») et les politiques d'immigration équitables (c.-à-d. le problème prioritaire « immigration »).

Quelques ambiguïtés peuvent subsister à propos de la meilleure façon d'associer l'un des problèmes les plus importants aux ODD. La catégorie « terre » en est un exemple typique. Les questions relatives à la « terre » peuvent englober aussi bien les questions rurales relatives à l'insuffisance des terres agricoles ou aux droits de propriété contestés, que les problèmes essentiellement plus urbains relatifs aux terrains résidentiels ou commerciaux, aux titres fonciers urbains et à l'accaparement des terres, ainsi que les questions connexes. Ainsi donc, la « terre » devrait-elle être associée à l'ODD2 (« faim zéro ») ou à l'ODD11 (« villes et communautés durables »)? Dans ces cas, nous nous tournons vers les réponses in extenso qui ont été capturées pour certaines des réponses portant sur les problèmes les plus importants, qui révèlent que les questions agricoles priment lorsque les répondants font cette réponse dans le cas de la « terre ». C'est sur une base semblable que nous associons le problème prioritaire « services (autre) » à l'ODD7 (« eau et assainissement »), parce que la majeure partie des réponses in extenso associées à cette catégorie faisaient référence à des questions d'assainissement.

Nous ne prétendons pas que les problèmes les plus importants associés à un ODD donné reflètent entièrement tous les aspects de cet ODD. Par exemple, en ce qui concerne l'ODD13 (« mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques »), le seul problème prioritaire existant qui lui corresponde est la « sécheresse ». Il est évident que cet ODD englobe beaucoup plus que ce seul problème. Mais la question n'est pas de « refléter » entièrement un ODD. Il s'agit plutôt de traduire entièrement les priorités populaires que le public a identifiées en ODD. Dans ce cas-ci, la mention de la sécheresse comme l'un des problèmes les plus importants est la seule façon de faire figurer directement les questions relatives au climat parmi les priorités populaires.

Nous observons également que plusieurs des ODD ne peuvent être directement liés à aucune des priorités populaires. Par exemple, les cibles qui décrivent l'ODD12 (« consommation et production responsables »), l'ODD14 (« vie aquatique »), et l'ODD15 (« vie terrestre ») se rapportent en grande partie à la durabilité environnementale de la consommation et de la production et à la protection de la biodiversité sur terre et dans les océans. Quand bien même elles sont d'une importance capitale sur le plan mondial, ces questions ne font pas partie des trois premières priorités des répondants africains. Comme nous allons le voir plus bas, ceci ne signifie pas que ces ODD doivent être mis de côté ou ignorés en Afrique. Mais comprendre comment le public perçoit les défis auxquels se trouvent confrontés leurs pays est un point de départ essentiel pour définir une riposte efficace.

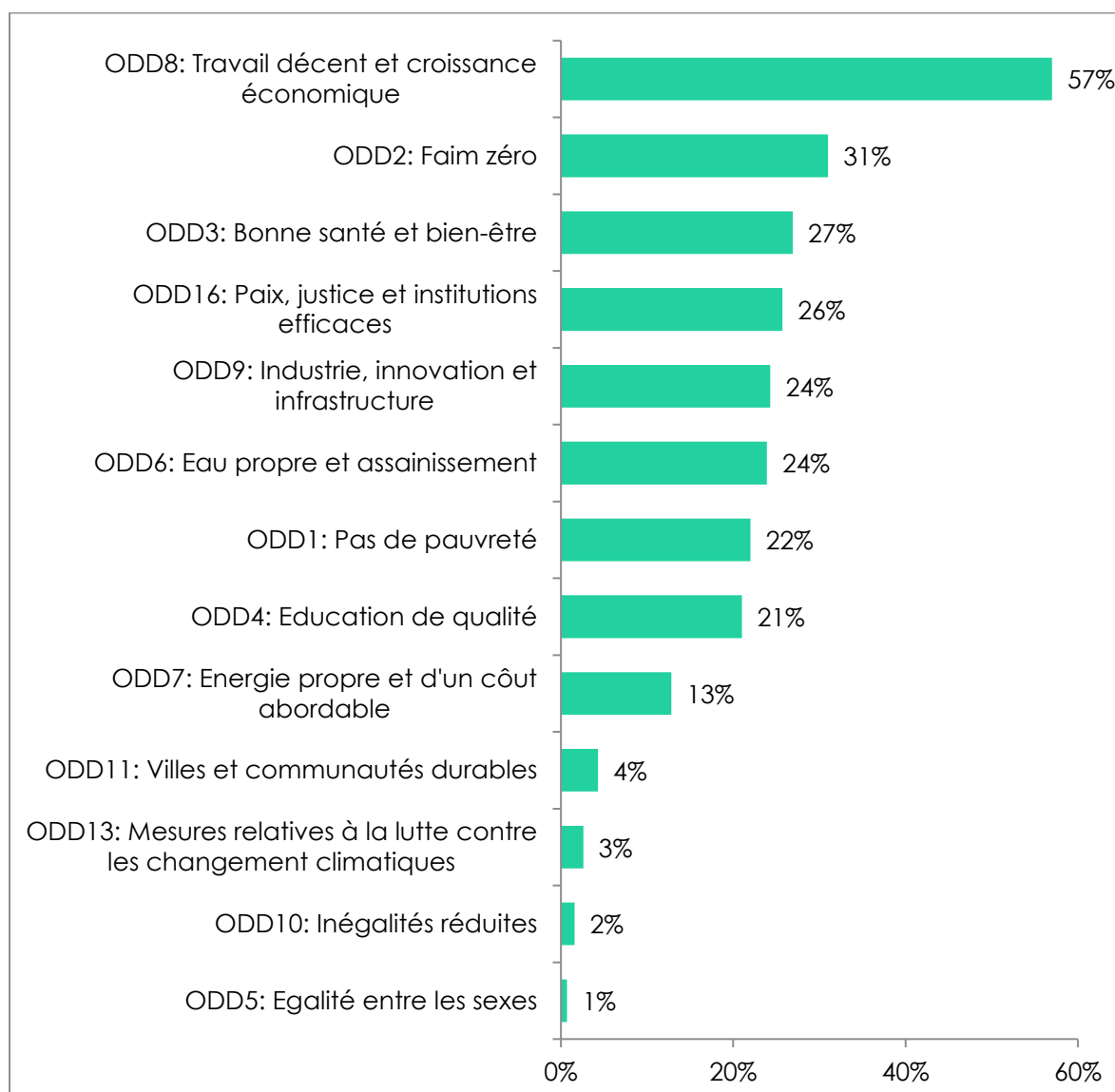
En conclusion, l'ODD17 se réfère non pas aux défis locaux mais plutôt à la nécessité de créer les partenariats mondiaux nécessaires à la réalisation des objectifs – des partenariats qui sont susceptibles d'être particulièrement capitaux à la poursuite d'objectifs tels que les ODD 12, 13, 14, et 15 qui reflètent des priorités mondiales plutôt que locales. Ces ODD sont plus susceptibles d'être pris en compte dans les programmes d'organismes régionaux ou continentaux qui peuvent établir des partenariats entre le continent et le reste du monde pour s'attaquer aux défis mondiaux tels que les changements climatiques et la protection environnementale ainsi que la durabilité.

3. Comment les Africains priorisent-ils les ODD

3.1. Côte globale des ODD

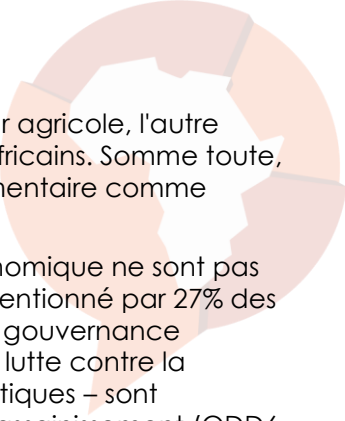
Le processus de cartographie produit une hiérarchisation claire des ODD, au moins au niveau le plus élevé (Figure 6). L'ODD8 (« travail décent et croissance économique ») apparaît sans équivoque comme la première priorité des répondants africains: Une bonne proportion de 57% des répondants identifient l'un des problèmes liés à l'ODD8 comme une première priorité d'action pour le gouvernement, presque le double du deuxième score le plus élevé. Étant donné que les objectifs globaux inscrits sous l'ODD8 incluent le concept de « moyen de subsistance » et l'aptitude des gens à s'assurer un moyen de survie – et à atteindre plusieurs des autres objectifs soulignés dans l'ODD – il n'est pas du tout surprenant que cet ODD occupe une position si prépondérante du point de vue populaire.

Figure 6: Priorisation des ODD par les citoyens | 34 pays | 2016/2018



(La figure montre le % des réponses à la question « A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? » associés aux ODD.)

Cependant, après cette première étape, la hiérarchie est quelque peu moins distincte. Chacun des cinq ODD attirent l'attention d'un quart à un tiers du public. L'on remarque que l'ODD2 (« faim zéro ») occupe la deuxième position, étant donné que cet ODD tire profit



aussi bien du bien-être économique global des sociétés que du secteur agricole, l'autre principale source de moyen de subsistance dans la plupart des pays africains. Somme toute, 31% identifient des problèmes relatifs à l'agriculture ou à la sécurité alimentaire comme priorités principales.

Mais les moyens de subsistance et les grands enjeux de la gestion économique ne sont pas les préoccupations du public. L'ODD3 (« bonne santé et bien-être »), mentionné par 27% des répondants, fait très immédiatement suite à l'ODD2, et les questions de gouvernance inscrites dans l'ODD16 (« paix, justice et institutions efficaces ») – dont la lutte contre la corruption, la réduction de la criminalité, et la protection des droits politiques – sont mentionnées par 26%. Les infrastructures (ODD9, 24%), l'eau propre et l'assainissement (ODD6, 24%), et l'éducation de qualité (ODD4, 21%) affichent également tous des scores au-delà de 20%, tout comme l'ODD1 (« pas de pauvreté ») (22%), un objectif étroitement lié à l'ODD8 à bien des égards. L'ODD7 (« énergie propre et d'un coût abordable ») affiche un score plus modeste de 13%.

Cependant, les ODD restants s'affichent à peine. L'ODD5 (« égalité entre les sexes »), l'ODD10 (« inégalités réduites »), l'ODD11 (« villes et communautés durables »), et l'ODD13 (« mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques ») sont tous liés aux problèmes mentionnés par moins de 5% des répondants. Et comme nous l'avons déjà observé, aucun problème généralement mentionné ne s'aligne sur les quatre autres ODD (12, 14, 15, et 17).

Quelles sont les implications du semblant d'absence de priorité accordée aux questions telles que la réduction des inégalités, la protection des droits des femmes, et la riposte aux changements climatiques – trois thématiques qui prennent de plus en plus d'importance dans les débats mondiaux? Les Africains ne se préoccupent-ils pas de ces questions? L'absence de priorisation explicite suggère-t-il que les gouvernements africains et autres devraient les ignorer?

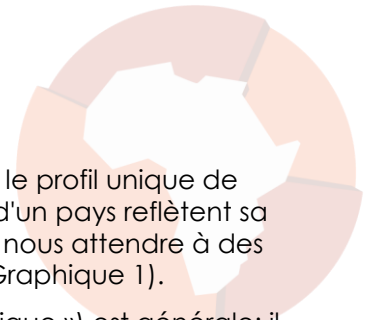
Pas nécessairement. Une communication à l'endroit des partisans concerne le besoin d'un plaidoyer plus important visant à mettre davantage l'accent sur les questions telles que l'égalité entre les sexes, la discrimination, et les changements climatiques. La sensibilisation du public pourrait aider les gens ordinaires à mieux comprendre comment ces facteurs interagissent avec d'autres enjeux pour affecter directement leurs vies au quotidien, et pourrait renforcer la priorisation de ces préoccupations par le peuple.

Mais il importe également de ne pas se fonder sur ces performances médiocres de ces ODD pour les considérer comme sans importance aux yeux des Africains. D'autres résultats d'Afrobaromètre révèlent l'importance de ces questions de second rang aux yeux des Africains ordinaires. Par exemple, presque trois-quarts (71%) sont d'accord que les femmes devraient avoir les mêmes chances que les hommes d'être des leaders politiques, et 69% pensent que les femmes devraient avoir les mêmes droits que les hommes pour ce qui est de la possession et de l'héritage dans le domaine du foncier. Le fait que l'égalité entre les sexes ne s'élève pas au niveau des problèmes « les plus importants » auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ne signifie pas que les Africains sont indifférents à la nécessité de protéger et promouvoir les droits des femmes, et il en est de même pour la discrimination et plus généralement des inégalités sociales.

Afrobaromètre observe par ailleurs une demande générale évidente de mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques. Parmi les 58% de répondants qui ont entendu parler de changements climatiques, trois-quarts (76%) sont d'accord qu'il faille prendre des mesures pour les arrêter ou les atténuer.

En bref, au vu de ce que les répondants d'Afrobaromètre – dont une portion significative éprouvent toujours des difficultés à satisfaire leurs besoins quotidiens les plus essentiels – n'ont eu la chance de mentionner que trois « problèmes les plus importants, » ce n'est pas étonnant que les questions liées aux moyens basiques de subsistance et à la survie aient la priorité dans leurs réponses. D'autres questions abordées par les ODD ne devraient pas être écartées mais devraient plutôt justifier une analyse approfondie ainsi qu'un plaidoyer et une sensibilisation publique plus importants.

3.2. Différences nationales de priorisation des ODD



Nous regardons ensuite au-delà de ces résultats globaux pour étudier le profil unique de priorisation des ODD de chaque pays. Dans la mesure où les priorités d'un pays reflètent sa conjoncture et son niveau de développement propres, nous devrions nous attendre à des écarts considérables au niveau national, et ceci est le cas, en effet (Graphique 1).

La prépondérance de l'ODD8 (« travail décent et croissance économique ») est générale; il constitue la plus grande priorité dans 24 des 34 pays, avec en tête le Cabo Verde (86%), Maurice (82%), et le Botswana (80%). Il fait partie des trois priorités principales dans cinq autres pays, mais d'autres objectifs ont préséance dans cinq autres encore – le Burkina Faso, la Guinée, le Mali, le Niger, et la Tanzanie.

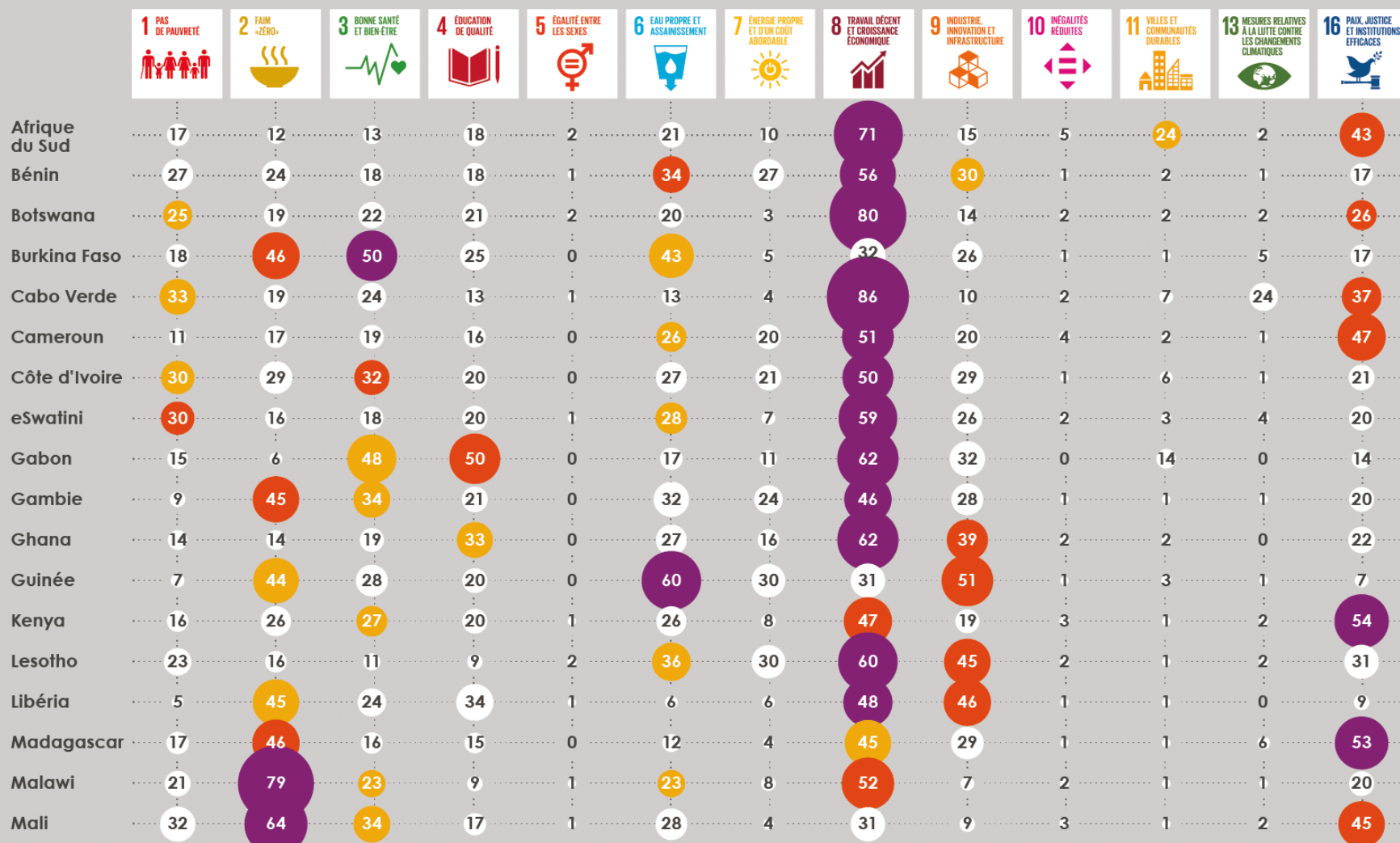
L'ODD2 (« faim zéro »), deuxième plus grande priorité générale, se classe comme première priorité au Malawi (79%), au Niger (70%), au Mali (64%), et en Sierra Leone (58%), et elle est deuxième ou troisième plus grande priorité dans 12 autres pays. L'ODD3 (« bonne santé et bien-être »), troisième plus grande priorité générale, est la première priorité des Burkinabè (50%), les Tanzaniens (49%), et les Ougandais (46%).

L'ODD16 (« paix, justice et institutions efficaces »), qui suit de près en quatrième position dans la priorité globale, est la préoccupation majeure des Kenyans (54%) et des Malgaches (53%), et huit autres pays en font leur deuxième plus grande priorité, dont presque autant de Mauriciens (51%), de Tunisiens (48%), et de Camerounais (47%). L'eau propre et l'assainissement (ODD6) est prépondérante pour les Guinéens (60%), qui sont également les plus susceptibles de mentionner les infrastructures (ODD9) (51%), en faisant leur deuxième plus grande priorité. L'eau et l'assainissement est la deuxième plus grande priorité en Tanzanie (47%) et au Bénin (34%), tandis que les infrastructures constituent la deuxième plus grande priorité dans sept autres pays encore.

L'éducation (ODD4) n'est la plus grande priorité dans aucun pays, mais elle se classe deuxième plus importante au Gabon (50%), en Sierra Leone (56%), et en Ouganda (32%). Il y a quelque peu moins d'attention pour l'ODD1 (« pas de pauvreté »), mais c'est 40% au Niger, 36% en Namibie, et 30% en eSwatini (précédemment Swaziland) en font la deuxième priorité dans ces pays.

L'ODD7 (« énergie propre et d'un coût abordable ») n'est parmi les 3 priorités principales dans aucun pays, mais est néanmoins mentionné par des proportions importantes en Guinée et au Lesotho (30% chacun), au Bénin (27%), et en Mozambique (26%). Et enfin, tandis que l'ODD11 (« villes et communautés durables ») est globalement classé comme l'une des moindres priorités, il est la troisième plus grande priorité en Afrique du Sud (24%), motivé par des inquiétudes liées au logement, et presque autant de Zambiens (22%) mentionnent ce problème. L'égalité entre les sexes (ODD5), les inégalités réduites (ODD10), et les mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques (ODD13) attirent peu d'attention dans tous les pays.

Graphique 1: Priorisation des ODD comme problèmes critiques pour le gouvernement (%) | 34 pays | 2016/2018

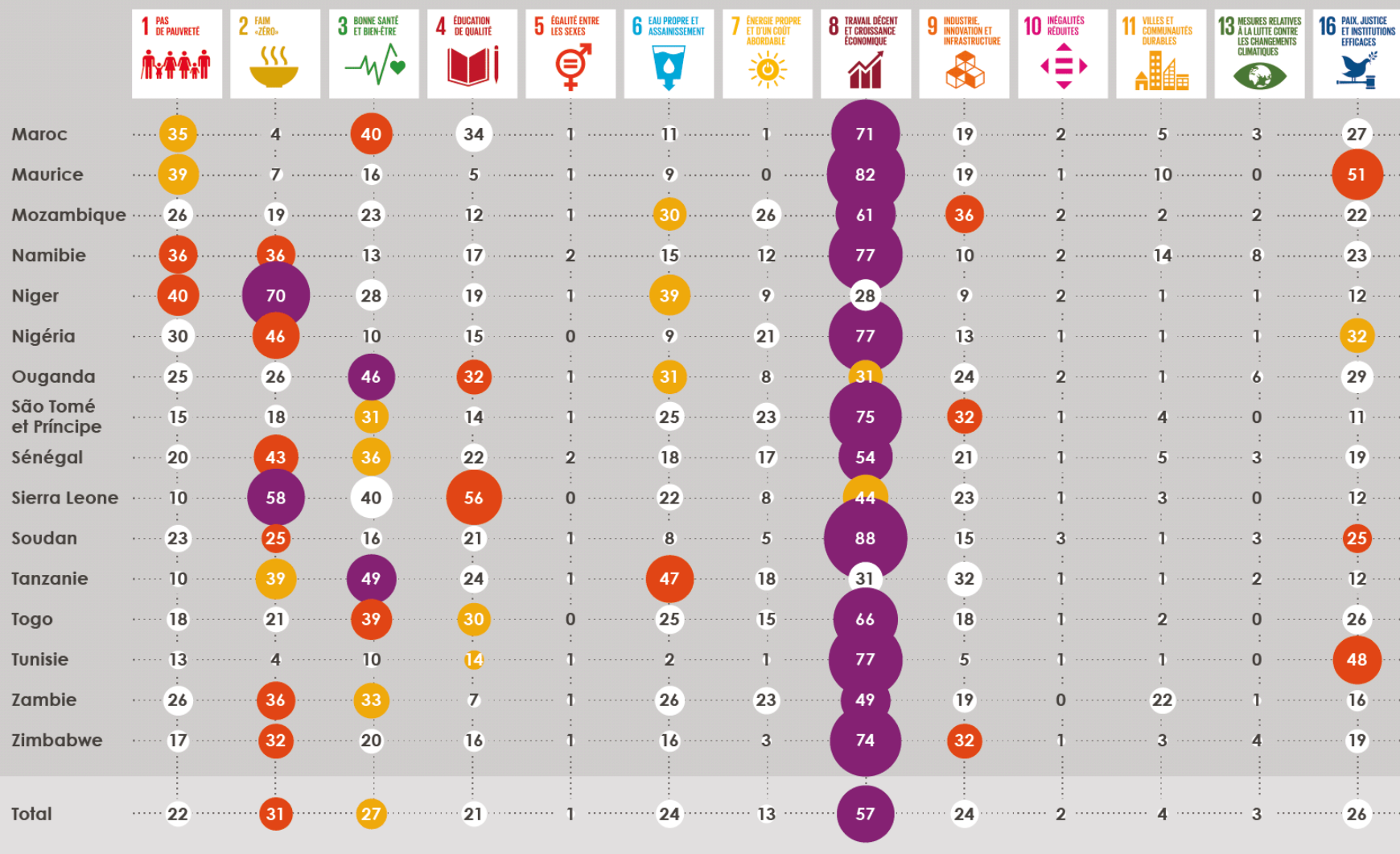


Clé % de répondants Classement dans le pays
 ● ● ● ● 1er 2e 3e

Note: Afrobaromètre a demandé aux répondants: « A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? » Les réponses (jusqu'à trois par personne) sont associées aux Objectifs de Développement Durable de l'ONU.



Graphique 1: Priorisation des ODD (suite)



Clé % de répondants
 Classement dans le pays
 1er 2e 3e

Note: Afrobaromètre a demandé aux répondants: « A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? » Les réponses (jusqu'à trois par personne) sont associées aux Objectifs de Développement Durable de l'ONU.



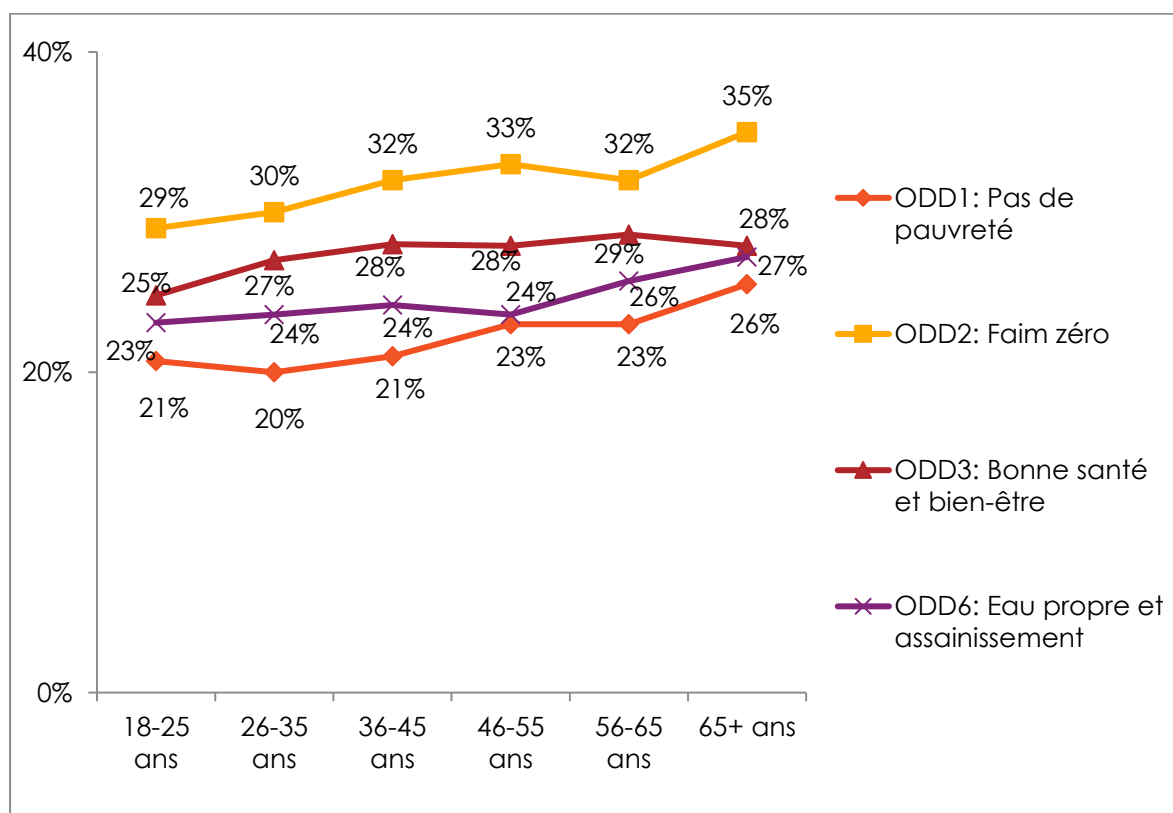
3.3. Différences individuelles de priorisation des ODD

Les priorités peuvent également varier suivant d'autres caractéristiques aussi bien des individus que des pays. Nous explorerons d'abord la variation à travers trois différents facteurs démographiques – âge, sexe, et statut économique – et considérerons ensuite les impacts des niveaux nationaux de développement et de démocratie. Enfin, nous explorerons les écarts entre communautés économiques régionales majeures sur le continent.

La désagrégation par groupe d'âge révèle que les priorités de la jeunesse africaine diffèrent énormément de celles de leurs aînés (Figure 7 et Figure 8). Les répondants plus âgés accordent une priorité quelque peu plus grande à la pauvreté (ODD1), la faim (ODD2), la santé (ODD3), et l'eau et l'assainissement (ODD6), chacun gagnant plusieurs points de pourcentage parmi les répondants les plus âgés par rapport aux plus jeunes. En revanche, la jeunesse met davantage l'accent sur l'éducation (ODD4) par 7 points de pourcentage, et ils se focalisent davantage sur l'emploi et l'économie (ODD8) par 12 points de pourcentage. Un écart moindre s'observe également par rapport à l'approvisionnement en énergie (ODD7), mais les écarts d'un groupe d'âge à l'autre ne sont que marginales pour les autres ODD.

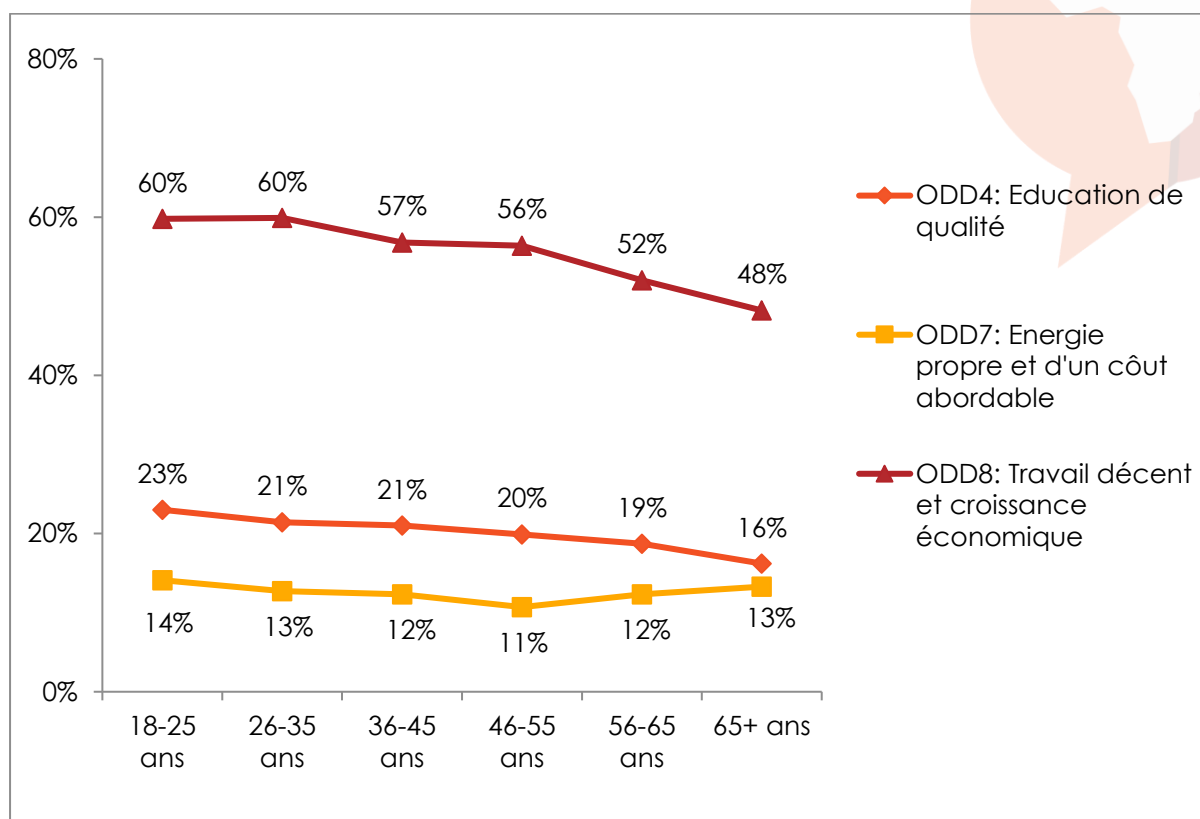
Les écarts entre sexes sont assez peu importants (Figure 9). Il n'y a pas de différence majeure de priorité entre les hommes et les femmes sur la première priorité, le travail et le développement économique (ODD8). Les hommes s'intéressent plus que les femmes à la paix, la justice, et les institutions efficaces (+6 points, ODD16), et aux infrastructures (+3 points, ODD9), tandis que les femmes s'attachent plus que les hommes à l'éradication de la pauvreté (+5 points, ODD1). Les femmes sont également quelque peu davantage intéressées par l'élimination de la faim (+2 points, ODD2) et la disponibilité de l'eau potable et l'assainissement (+2 points, ODD7), mais les différences entre les sexes sont insignifiantes par rapport aux autres ODD.

Figure 7: Priorisation croissante en fonction de l'âge | 34 pays | 2016/2018



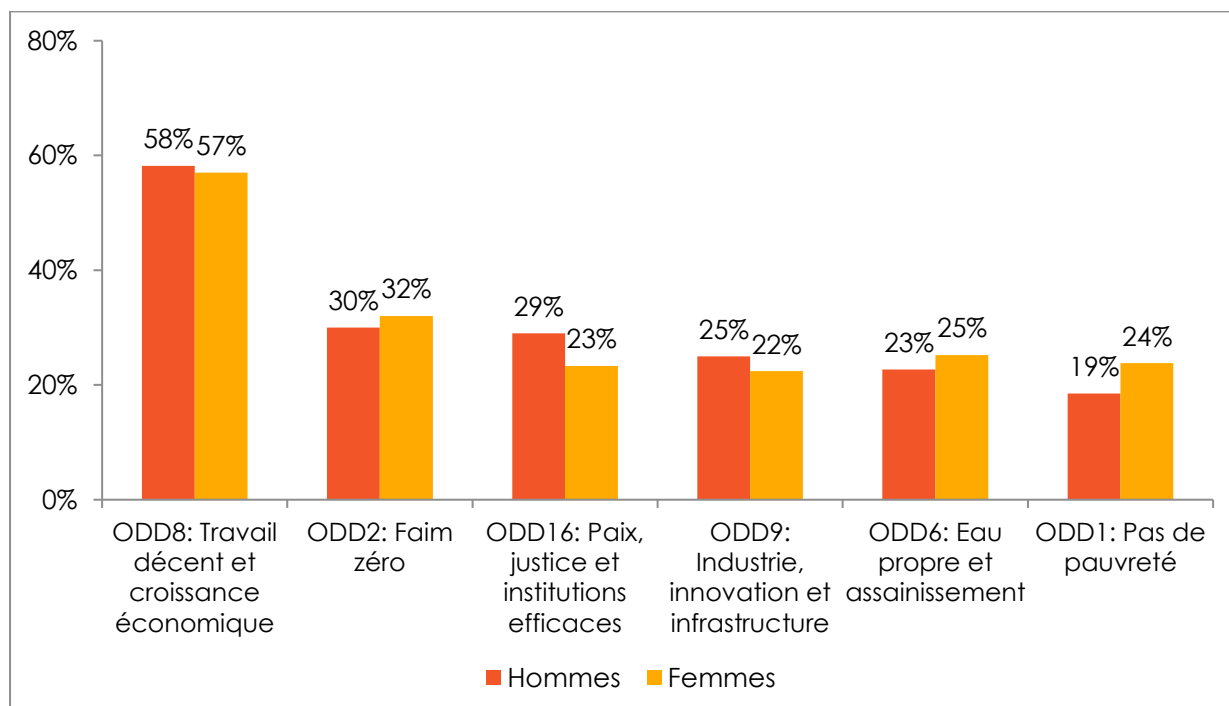
(La figure montre le % des réponses à la question « A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? » associés aux ODD, et désagrégés par le critère d'âge.)

Figure 8: Priorisation décroissante en fonction de l'âge | 34 pays | 2016/2018



(La figure montre le % des réponses à la question « A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? » associés aux ODD, et désagrégés par le critère d'âge.)

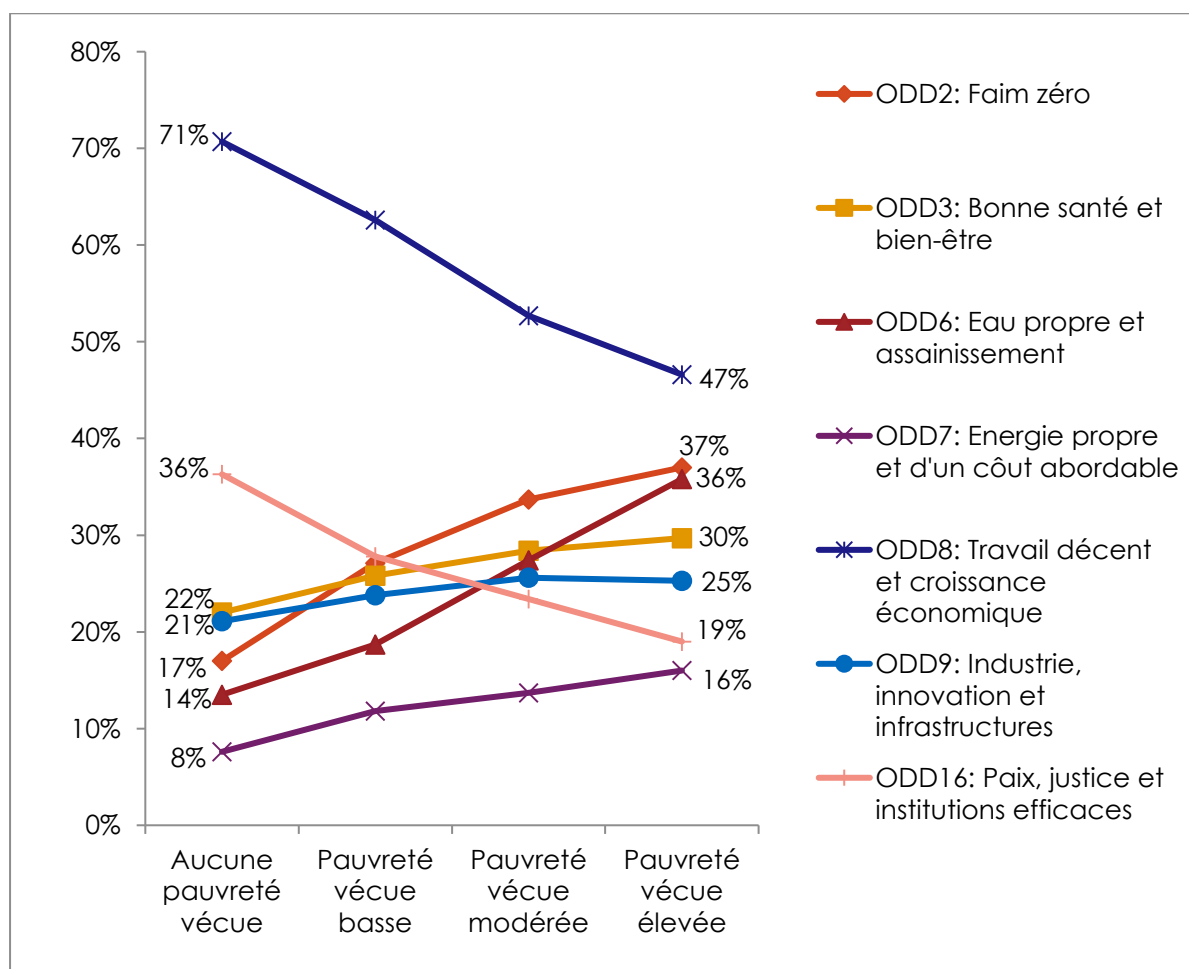
Figure 9: Ecart entre sexes de la priorisation des ODD | 34 pays | 2016/2018



(La figure montre le % des réponses à la question « A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? » associés aux ODD, et désagrégés par le critère de sexe.)

Par contre, les écarts sur la base du statut économique individuel sont tout à fait prononcés (Figure 10). Les répondants aux enquêtes peuvent être groupés par niveau socio-économique en fonction de l'indice de pauvreté vécue d'Afrobaromètre, une mesure empirique basée sur les pénuries des nécessités de base décrites ci-dessus (voir la Figure 2). Un indice ou score moyen est calculé pour chaque répondant, allant de zéro pour ceux qui n'ont jamais connu la pénurie d'un besoin indispensable à 4 pour ceux qui signalent avoir toujours connu la pénurie de tous. Les répondants sont alors répartis en quatre groupes: ceux qui n'ont aucune pauvreté vécue (LPI=0, 13% des répondants), ceux qui affichent une pauvreté vécue basse (LPI=0.2 à 1.0, 37% des répondants), ceux qui affichent une pauvreté vécue modérée (LPI=1.2 à 2.0, 32% des répondants), et ceux qui affichent une pauvreté vécue élevée (LPI>2.0, 19% des répondants).

Figure 10: Pauvreté et priorités | 34 pays | 2016/2018



(La figure montre le % des réponses à la question « A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? » associés aux ODD, et désagrégés par le score d'Indice de Pauvreté Vécue.)

Les priorités diffèrent nettement avec le statut économique. La faim (ODD2), la santé (ODD3), l'eau et l'assainissement (ODD6), l'accès à l'énergie (ODD7), et les infrastructures (ODD9) sont tous davantage plus importants aux yeux des pauvres. D'ailleurs, à l'exception des infrastructures, les écarts sont très prononcés dans tous les cas: Les plus pauvres sont à 22 points de pourcentage plus susceptibles d'identifier l'eau et l'assainissement comme problème prioritaire que ceux sans aucune pauvreté vécue (36% contre 14%) et à 19 points plus susceptibles d'identifier la faim comme préoccupation majeure (37% contre 18%).

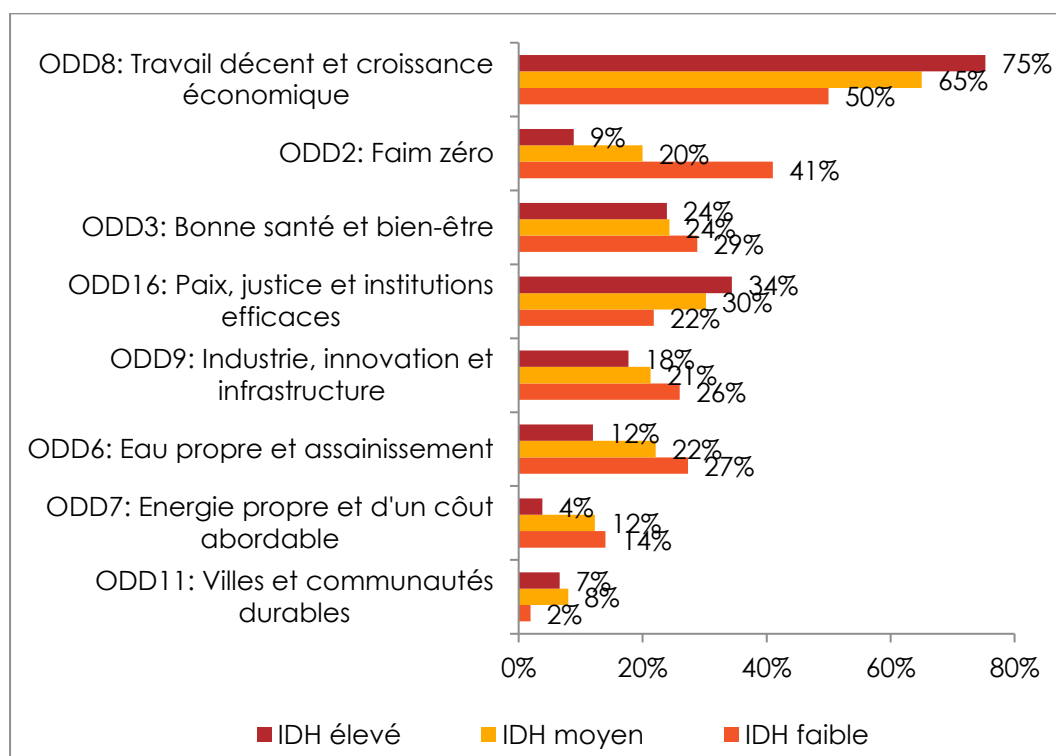
En revanche, les répondants les plus riches sont à 24 points plus susceptibles de citer le travail et la croissance économique (ODD8, 71% contre 47%), et ils sont davantage plus

préoccupés par les questions relatives à la paix, la justice et les institutions efficaces d'une marge de 17 points (ODD16, 36% contre 19%). Ces différences très nettes soulignent les défis qui minent beaucoup de pays pour ce qui est de l'équilibre des besoins, intérêts, et priorités de leurs citoyens les plus pauvres contre les intérêts divergents des groupes plus riches.

3.4. Autres différences transnationales dans la priorisation des ODD

Tout comme les priorités diffèrent entre individus de statuts économiques différents, nous pourrions nous attendre à ce qu'elles diffèrent d'un pays à l'autre à différents niveaux socio-économiques. Pour vérifier ceci, nous avons regroupé les pays suivant leur classement au regard de l'indice de développement humain (IDH) des Nations Unies (voir <http://hdr.undp.org/en/composite/HDI>).¹ Les tendances liées à la situation économique et le niveau de développement nationaux (Figure 11) sont assez similaires à celles observées plus haut sur la base du statut économique individuel. Les pays à haut IDH priorisent l'ODD8 (« travail décent et croissance économique ») à 75%, contre 50% dans les pays à IDH bas (quoique l'ODD8 demeure la première priorité à tous les niveaux d'IDH). Ces mêmes pays à fort IDH sont également plus attachés à l'ODD16 (« paix, justice et institutions efficaces ») à 34%, contre 22% pour les pays à faible IDH.

Figure 11: Indice de Développement Humain et priorisation des ODD | 34 pays | 2016/2018



(La figure montre le % des réponses à la question « A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? » associés aux ODD, et désagregés par le score IDH des pays.)

¹ L'IDH classifie notre échantillon en:

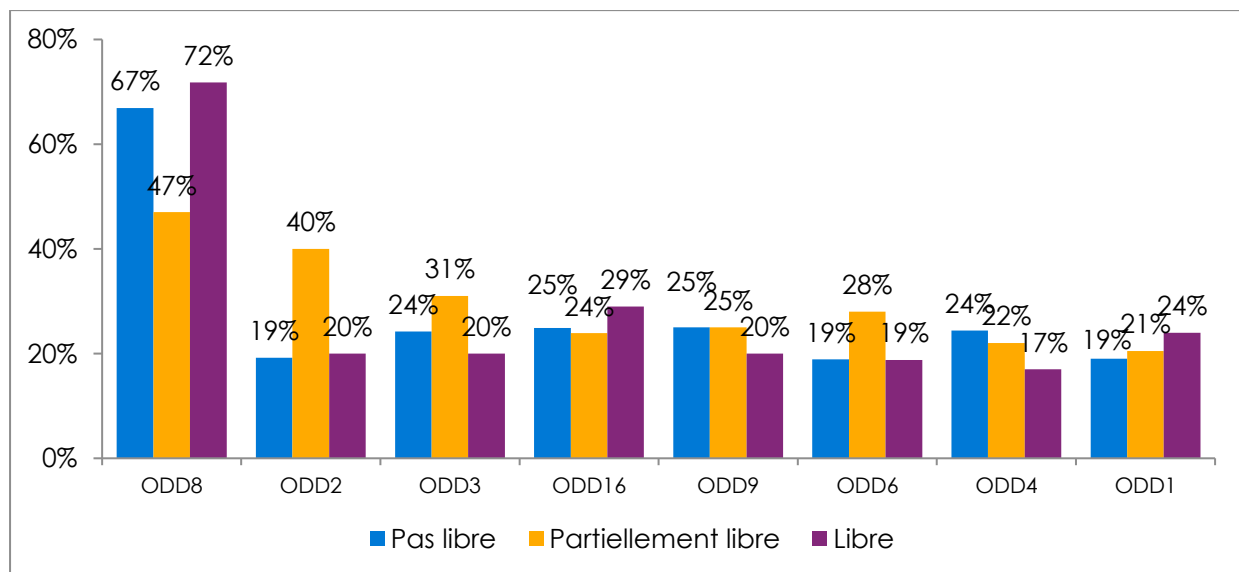
- 20 pays à faible IDH: le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, le Lesotho, le Libéria, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mozambique, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone, le Soudan, la Tanzanie, le Togo, l'Ouganda, et le Zimbabwe
- 10 pays à IDH moyen: le Cameroun, le Cabo Verde, l'eSwatini, le Ghana, le Kenya, le Maroc, la Namibie, São Tomé & Príncipe, l'Afrique du Sud, et la Zambie
- Quatre pays à fort IDH: le Botswana, le Gabon, Maurice, et la Tunisie

Par ailleurs, les pays à score IDH inférieur sont plus de quatre fois plus susceptibles d'accorder la priorité à la sécurité alimentaire (ODD2) (41% contre 9% seulement dans les pays à fort IDH), plus de trois fois plus susceptibles de citer l'énergie (ODD7) comme priorité (14% contre 4%), et plus de deux fois plus susceptibles d'insister sur l'eau et l'assainissement (ODD6) (27% contre 12%). Les autres écarts sont moins prononcés, avec des différences de 8 points pour les infrastructures (ODD9) et 5 points pour la santé (ODD3). En ce qui concerne les autres ODD, les pays sont relativement constants dans leur priorisation indépendamment de leur niveau d'IDH.

Généralement, nous observons que quand bien même les pays à tous les niveaux considèrent le travail et l'économie (ODD8) comme première priorité, le classement des autres priorités est plus variable. Les pays à IDH élevé classe la gouvernance (ODD16, « paix, justice et institutions efficaces ») en second lieu, tandis qu'elle est sixième parmi les pays à bas IDH. Les pays à bas IDH, quant à eux, classent la faim (ODD2) comme deuxième plus importante, tandis que cette question se classe sixième dans les pays à IDH élevé. La santé (ODD3) et les infrastructures (ODD9) sont des objectifs importants dans les pays à tous les niveaux d'IDH.

Il serait également intéressant de vérifier si le niveau de démocratie et de liberté dont la population d'un pays jouit façonne les priorités populaires. Nous pouvons regrouper les pays selon leur niveau de classification par Freedom House « libres », « partiellement libres », ou « non libres » (voir <https://freedomhouse.org/report/freedom-world-2018-table-pays-scores>).² Cependant, aucune tendance claire n'émerge dans ce cas-ci (Figure 12).

Figure 12: Niveau de démocratie et priorisation des ODD | 34 pays | 2016/2018



(La figure montre le % des réponses à la question « A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? » associés aux ODD, et désagrégés par le classement de Freedom House.)

La catégorie la plus remarquable, qui affiche fréquemment l'une des plus grandes (ODD2, ODD3, ODD9, ODD6) ou moindres (ODD8) priorités à travers les trois groupes, est la classe des

² Les pays se classent comme suit:

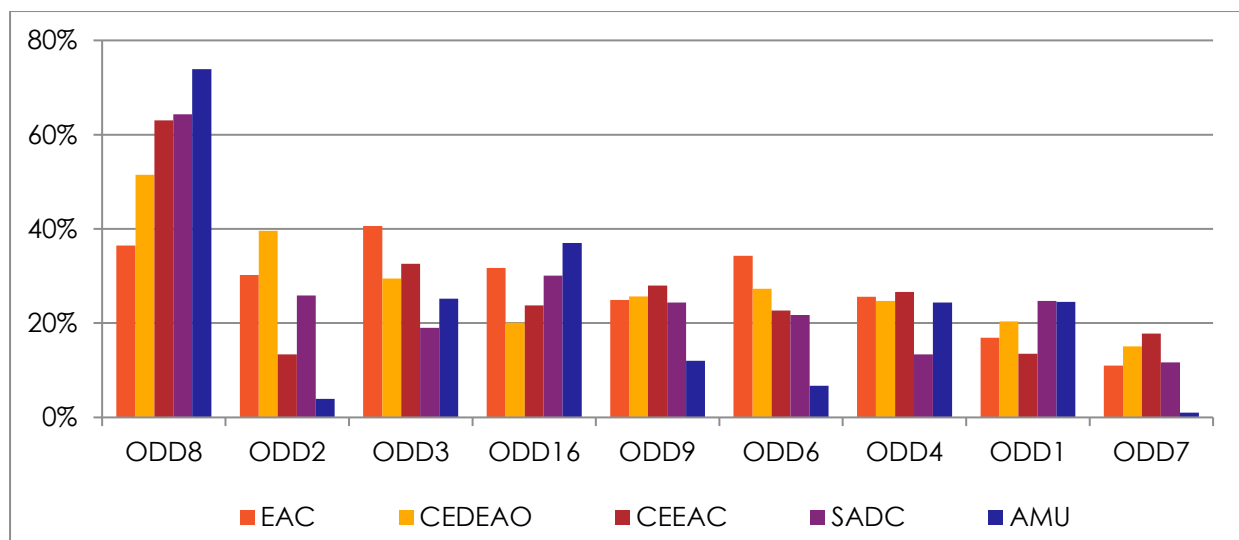
- Pays pas libres: le Cameroun, l'eSwatini, le Gabon, le Soudan, et le Zimbabwe
- Pays partiellement libres: le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, Madagascar, le Malawi, le Mali, le Maroc, la Mozambique, le Niger, le Nigéria, la Sierra Leone, la Tanzanie, le Togo, l'Ouganda, et la Zambie
- Pays libres: le Bénin, le Botswana, le Cabo Verde, le Ghana, Maurice, la Namibie, São Tomé et Príncipe, le Sénégal, l'Afrique du Sud, et la Tunisie

« partiellement libres ». Ces tendances pourraient en fait refléter le statut économique plus que le niveau de démocratie. Le groupe « partiellement libres » est aussi bien le plus grand, avec 19 pays, que le moins développé, avec 16 pays à bas IDH, et trois seulement avec un IDH moyen. En revanche, les deux autres groupes reflètent tous deux des niveaux de développement plus variés et ainsi des niveaux globaux de développement plus élevés (10 pays « libres » incluent deux à bas IDH, cinq à IDH moyen, et trois à IDH élevé; cinq pays « non libres » incluent deux à IDH bas, deux à IDH moyen, et un à IDH élevé). Mais le groupe « libre », notamment, accorde la plus grande priorité à l'ODD16 (« paix, justice et institutions efficaces »). Ceux qui bénéficient déjà de la plus grande liberté et ont les institutions les plus démocratiques sont également les plus susceptibles d'en vouloir encore plus.

3.5. Communautés économiques régionales et priorisation des ODD

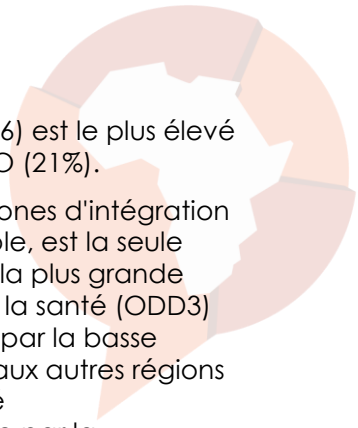
Les ODD sont conçus pour guider non seulement les priorités et interventions locales ou nationales, mais également celles internationales, alors la façon dont les Etats membres des organismes régionaux donnent priorité aux ODD sera pertinente dans leurs planification et prise de décision collectives. La plupart des pays Afrobaromètre appartiennent à l'une des cinq communautés économiques régionales: la Communauté d'Afrique de l'Est (East African Community, EAC), la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), la Communauté de développement d'Afrique Australe (Southern African Development Community, SADC), ou l'Union du Maghreb Arabe (Arab Maghreb Union, AMU) en Afrique du Nord. Il existe de gros écarts dans la priorisation des ODD de l'une de ces diverses organisations à l'autre (Figure 13).

Figure 13: Zones économiques régionales et priorisation des ODD | 33 pays
| 2016/2018



(La figure montre le % des réponses à la question « A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? » associés aux ODD, et désagrégés par zone économique régionale. Note: Le Soudan est exclu parce qu'il ne participe à aucune de ces organisations d'intégration économique régionale.)

L'Union du Maghreb Arabe (avec deux pays seulement de notre échantillon, le Maroc et la Tunisie) est la région la plus développée économiquement parlant. Par exemple, comme on peut l'observer sur la Figure 4, ces pays enregistrent deux des trois meilleures performances en ce qui concerne l'accès aux services et aux infrastructures. En conséquence, le travail et l'économie (ODD8) s'affichent comme sensiblement plus prioritaires par rapport à d'autres régions – d'une marge de 2 contre 1 par rapport à l'EAC (74% contre 37%). Par contre, la faim (ODD2), l'eau et l'assainissement (ODD6), et l'énergie (ODD7) sont à peine des préoccupations dans cette région. Notamment, l'Union du Maghreb Arabe est également la



région où l'intérêt pour la paix, la justice, et les institutions efficaces (ODD16) est le plus élevé à 37%, presque le double du niveau dans les pays membres de la CEDEAO (21%).

Les priorités sont quelque peu plus constantes à travers les quatre autres zones d'intégration économique, quoiqu'il demeure une grande variabilité. L'EAC, par exemple, est la seule région où le travail décent et la gestion économique (ODD8) ne sont pas la plus grande priorité, quand bien même là encore ils viennent un peu seulement après la santé (ODD3) (41% contre 37%). La région de la CEEAC en Afrique centrale se distingue par la basse priorité accordée à l'éradication de la faim (13% seulement) par rapport aux autres régions d'Afrique Subsaharienne, tandis que la CEDEAO se distingue par la priorité exceptionnellement grande de cette question (41%). La SADC se distingue par la préoccupation relativement basse pour la santé et l'éducation relativement à d'autres régions. Il conviendra de se pencher ultérieurement sur la question de savoir si le niveau bas de la priorité accordée à ces questions reflète un succès relativement plus important des gouvernements de la région à résoudre ces problèmes ou si elle est plutôt due au fait qu'il existe d'autres nécessités et exigences plus pressantes.

4. Le volet approvisionnement: Performance des gouvernements par rapport aux priorités des ODD

Quand bien même l'objectif primaire de cette évaluation était de comprendre ce que les gens voudraient plus que leurs gouvernements fassent, et comment les états devraient focaliser leurs ressources et attention, nous considérerons également brièvement le volet approvisionnement. La structure des ODD inclut un grand et ambitieux ensemble de cibles. La mesure des progrès réalisés dans le cadre de l'atteinte de ces objectifs, cibles, et plus de 200 indicateurs est devenue une grande priorité pour la communauté mondiale du développement, et le demeurera probablement jusqu'à l'aboutissement en 2030 du programme des ODD. Tandis que les débats portant sur les sources de données, l'adéquation des indicateurs, et les questions connexes ont cours, nous commençons ici par une approche plus globale.

Afrobaromètre collecte une multitude d'indicateurs détaillés portant sur une gamme de thématiques, y compris plusieurs mesures qui pourraient servir à suivre les progrès relatifs à au moins 12 des 17 ODD (tous ceux dont nous avons discuté dans la section précédente à l'exception de l'ODD11 (« les villes et communautés durables ») et de l'ODD14 (« mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques »)). Au cours de l'année prochaine, dans le cadre de sa série Pan-Africa Profiles portant sur les résultats comparatifs transnationaux au titre du Round 7, Afrobaromètre publiera des présentations détaillées de ses données les plus récentes relatives à un certain nombre de ces secteurs spécifiques, dont la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement, l'électrification, la pauvreté et la faim, la sécurité, les changements climatiques, et d'autres. Pour le moment, nous commencerons par un premier coup d'œil au niveau macro de la performance sectorielle, à partir de la question portant sur la performance des gouvernements dans chaque secteur d'activité des ODD. Nous analyserons également comment les forces et faiblesses de la performance gouvernementale correspondent aux priorités populaires des citoyens ci-dessus identifiés.

4.1. Cartographie de la performance du gouvernement sur les ODD

Afin de déterminer l'efficacité jusqu'ici des gouvernements à s'attaquer aux défis des ODD, nous nous appuyons sur une question clé d'Afrobaromètre qui demande de « Qualifier la manière, bonne ou mauvaise », dont le Gouvernement résout les problèmes à travers un éventail de secteurs, de l'eau et l'assainissement à la création d'emplois, en passant par la promotion de l'égalité entre les sexes. Comme pour l'alignement des problèmes prioritaires avec les ODD pris individuellement, dont nous avons précédemment discuté, nous pouvons associer les indicateurs de performance aux ODD correspondants (Tableau 2).

Une fois encore, il existe une correspondance linéaire claire entre certains indicateurs de performance d'Afrobaromètre et des ODD individuels. Par exemple, la performance par rapport à l'ODD6 (« eau propre et assainissement ») peut se mesurer par les réponses à la

question, « Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement ... assure la fourniture des services d'eau et d'assainissement ». Une correspondance également directe entre les indicateurs de performance d'Afrobaromètre et des ODD spécifiques peut être cartographiée par rapport à l'ODD1, où la performance relative à l'objectif « pas de pauvreté » trouve son reflet dans l'« amélioration des conditions de vie des pauvres » par le gouvernement, ainsi qu'aux ODD 2, 3, 4, et 5.

Ailleurs, l'indicateur d'Afrobaromètre disponible peut se trouver quelque peu limité dans sa portée, reflétant peut-être une portion seulement de l'entière portée d'un ODD donné. Mais même ces mesures de performance plus limitées pourraient nous éclairer sur la performance des gouvernements dans ces secteurs prioritaires. Les exemples en sont: L'ODD7, où l'objectif d'une « énergie propre et d'un coût abordable » pourrait se refléter grandement, quoique peut-être pas entièrement, dans la question d'Afrobaromètre à propos de la performance dans la « fourniture d'un approvisionnement fiable en électricité, » et l'ODD9 (« industrie, innovation et infrastructure), pour lequel la performance relative à « l'entretien des routes et ponts » pourrait offrir un indicateur, quoiqu'incomplet de l'efficacité du gouvernement.

Tableau 2: Association de la performance du gouvernement aux Objectifs de Développement Durable

 Indicateur de performance du gouvernement (Afrobaromètre)	 Objectif de Développement Durable de l'ONU
Améliorer les conditions de vie des pauvres	▶▶▶ ODD1: Pas de pauvreté
Assurer la sécurité alimentaire pour tous	▶▶▶ ODD2: Faim « zéro »
Améliorer les services de santé à la base	▶▶▶ ODD3: Bonne santé et bien-être
Répondre aux besoins éducatifs	▶▶▶ ODD4: Education de qualité
Promouvoir l'égalité des droits et des chances en faveur des femmes	▶▶▶ ODD5: Egalité entre les sexes
Fournir des services d'eau et d'assainissement	▶▶▶ ODD6: Eau propre et assainissement
Fournir un approvisionnement fiable en électricité	▶▶▶ ODD7: Energie propre et d'un coût abordable
Gérer l'économie	▶▶▶
Créer des emplois	▶▶▶ ODD8: Travail décent et croissance économique
Entretien des routes et les ponts	▶▶▶ ODD9: Industrie, innovation et infrastructure
Réduire les écarts de revenus entre riches et pauvres	▶▶▶
Protéger les droits et promouvoir les opportunités en faveur des personnes handicapées	▶▶▶ ODD10: Inégalités réduites
Réduire la criminalité	▶▶▶
Lutter contre la corruption	▶▶▶ ODD16: Paix, justice et institutions efficaces

En conclusion, pour plusieurs ODD très vastes, plusieurs indicateurs de performance peuvent correspondre directement. L'ODD8 (« travail décent et croissance économique ») en est un exemple, qui pourrait être lié directement à la performance aussi bien dans « la gestion de l'économie » et la « création d'emplois. » Par ailleurs, les objectifs inclus dans l'ODD16 (« paix, justice et institutions efficaces ») sont directement connectés à la performance du gouvernement en ce qui concerne aussi bien la « réduction de la criminalité » pour accroître la sécurité personnelle que « la lutte contre la corruption au sein du gouvernement » pour forger des institutions plus fortes, plus efficaces, et légalistes. De même, les progrès accomplis dans le cadre de la réalisation de l'ODD10 (« inégalités réduites ») peuvent se mesurer par la performance aussi bien par rapport à la « réduction des écarts de revenus entre riches et pauvres » que par rapport à la « protection des droits et la promotion des opportunités en faveur des personnes handicapées. » Dans ces cas, plutôt que de combiner les deux

indicateurs de performance en une seule moyenne, nous rapporterons chacun séparément, en partant de l'hypothèse que chacun reflète un aspect assez distinct mais important de ce que les gouvernements devraient faire pour arriver à réaliser l'ODD.



4.2. Performance globale par rapport aux ODD

La performance varie nettement à travers les divers secteurs reflétés dans les ODD (Figure 14). Au seuil supérieur, presque deux-tiers (64%) pensent que la performance de leurs gouvernements est bonne quant à la promotion d'opportunités et de l'égalité en faveur des femmes (ODD5). Mais deux autres secteurs seulement – l'éducation (ODD4) et la santé (ODD3) – attirent des réactions positives même d'une mince majorité (54% et 52%, respectivement). En revanche, moins d'un quart donnent une note positive au gouvernement pour leur performance dans la création d'emplois (24%) (ODD8) ou la réduction des inégalités entre riches et pauvres (20%) (ODD10), tandis que trois quarts (74%) pensent que les efforts du gouvernement sont « plutôt mauvais » ou « très mauvais » pour ce qui est de la réduction des écarts de revenus.

Notons que dans certains des secteurs liés à deux indicateurs de performance, la performance relative à l'un peut radicalement différer de l'autre. Pour l'ODD10 (« inégalités réduites »), presque la moitié (49%) affirment que leurs gouvernements font du bon travail pour ce qui est de la tâche spécifique relative à la protection et la promotion des opportunités en faveur des handicapés, mais un sur cinq seulement (20%) affirment que les gouvernements s'attaquent avec succès à l'inégalité des revenus. De même, la moitié (49%) affirment que leurs gouvernements réussissent à réduire la criminalité (ODD16), mais un tiers (34%) seulement affirment qu'ils sont efficaces dans la lutte contre la corruption (ODD16 toujours). D'autre part, les deux indicateurs de l'ODD8 (« travail décent et croissance économique ») sont assez insuffisants: 36% positifs pour la gestion de l'économie et 24% positifs pour la création d'emplois. La performance variée, manifestement lente et insatisfaisante reflétée dans cette panoplie d'indicateurs de performance cadre avec ce que les Nations Unies elles-mêmes ont rapporté concernant le progrès inégal et parfois lent dans la poursuite des objectifs ODD (voir par exemple <https://www.devex.com/news/ODD-show-slow-progress-not-on-track-to-reach-2030-targets-un-reports-92971>).

4.3. La priorité par rapport à la performance

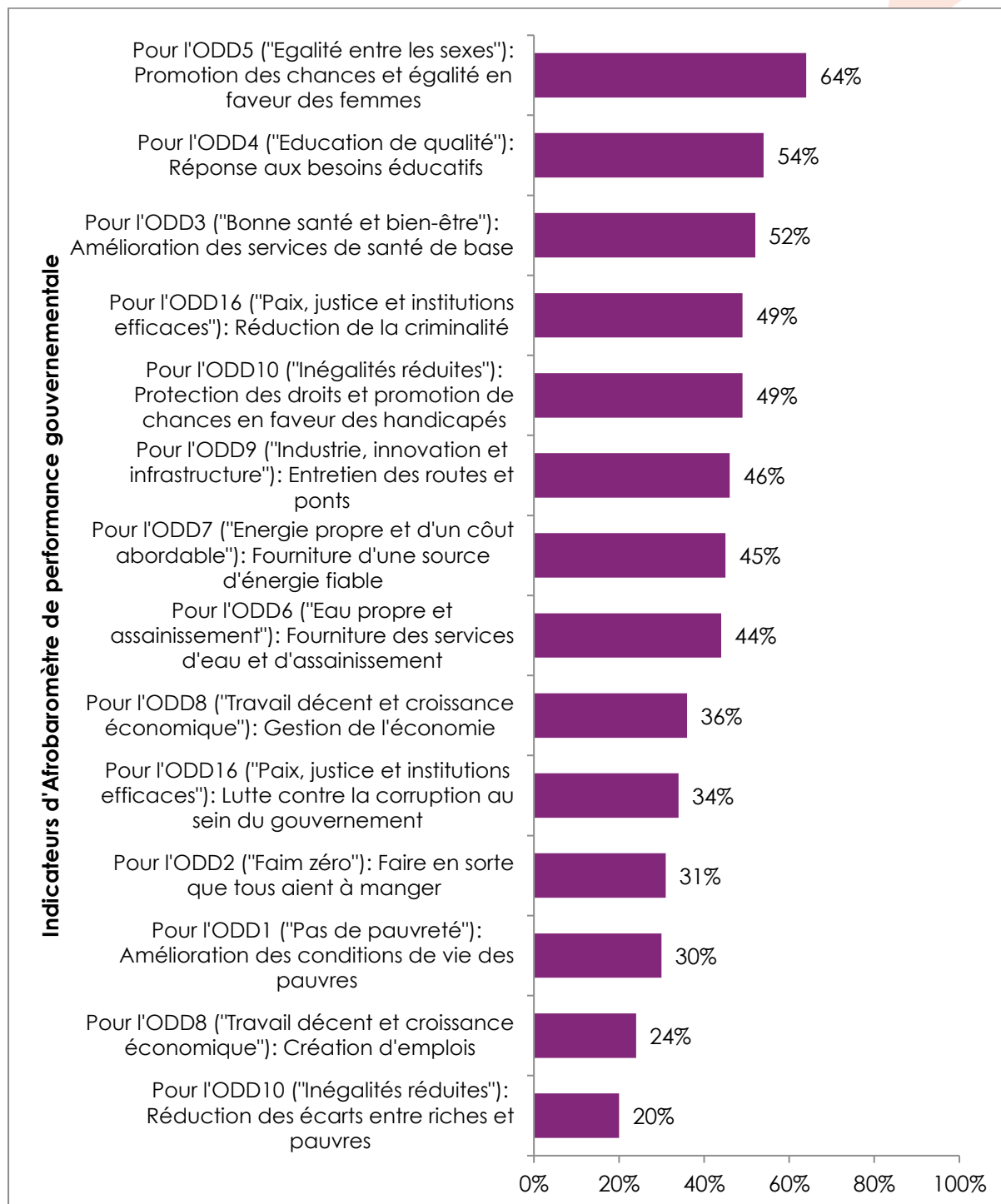
Les faibles performances sont davantage mises en exergue lorsque nous comparons les côtes de rendements à la priorité (Figure 15), vu que les nombreuses disparités en deviennent tout à fait évidentes. Le secteur affichant la plus grande performance – l'égalité entre les sexes (ODD5) – est également l'un des plus faibles en termes de priorités populaires. Une tendance semblable s'observe en ce qui concerne les droits et opportunités en faveur des handicapés (ODD10): C'est un secteur relativement performant mais à basse priorité. D'une part, la faible priorité placée sur la question pourrait refléter une perception publique que la performance est déjà si bonne dans ce secteur qu'elle n'a pas besoin d'être affichée comme priorité publique – le problème est déjà, en effet, en cours de résolution. D'autre part, les gens peuvent accorder des côtes de rendement plus élevées dans des secteurs à basse priorité précisément parce qu'ils sont moins attentifs à ces secteurs, et que de ce fait ils évaluent la performance du gouvernement avec moins de rigueur. Dans un contexte où beaucoup de répondants ont des difficultés extrêmes à s'assurer un moyen de survie, les gouvernements peuvent « obtenir un passe-droit » sur des questions telles que celles relatives aux handicaps et qui n'affectent pas directement tout le monde et les préoccupations visant l'égalité des sexes et qui pourraient ne pas arriver au plus haut niveau de priorité face à la faim, au chômage, et aux préoccupations connexes.

Mais le plus préoccupant encore dans ces résultats est le fait que la performance du gouvernement est parfois la plus basse où la priorité est la plus élevée. Comme nous l'avons vu plus haut, l'ODD8 (« travail décent et croissance économique ») est l'ODD la plus prioritaire, mais le gouvernement reçoit une mauvaise note pour sa performance sur les deux indicateurs liés: Une grande majorité pensent que ses efforts sont inefficaces dans le cadre de la gestion de l'économie (58%, non montré) et la création d'emplois (73%, non montré). Ce n'est pas étonnant que les gens attendent de leurs gouvernements les meilleures

performances sur les questions qui leur importent le plus, mais il est particulièrement préoccupant de voir que même avec les appels supplémentaires à l'action liés au plan 2030, les gouvernements semblent ne pas comprendre les succès qui seront nécessaires à l'atteinte des objectifs des ODD.

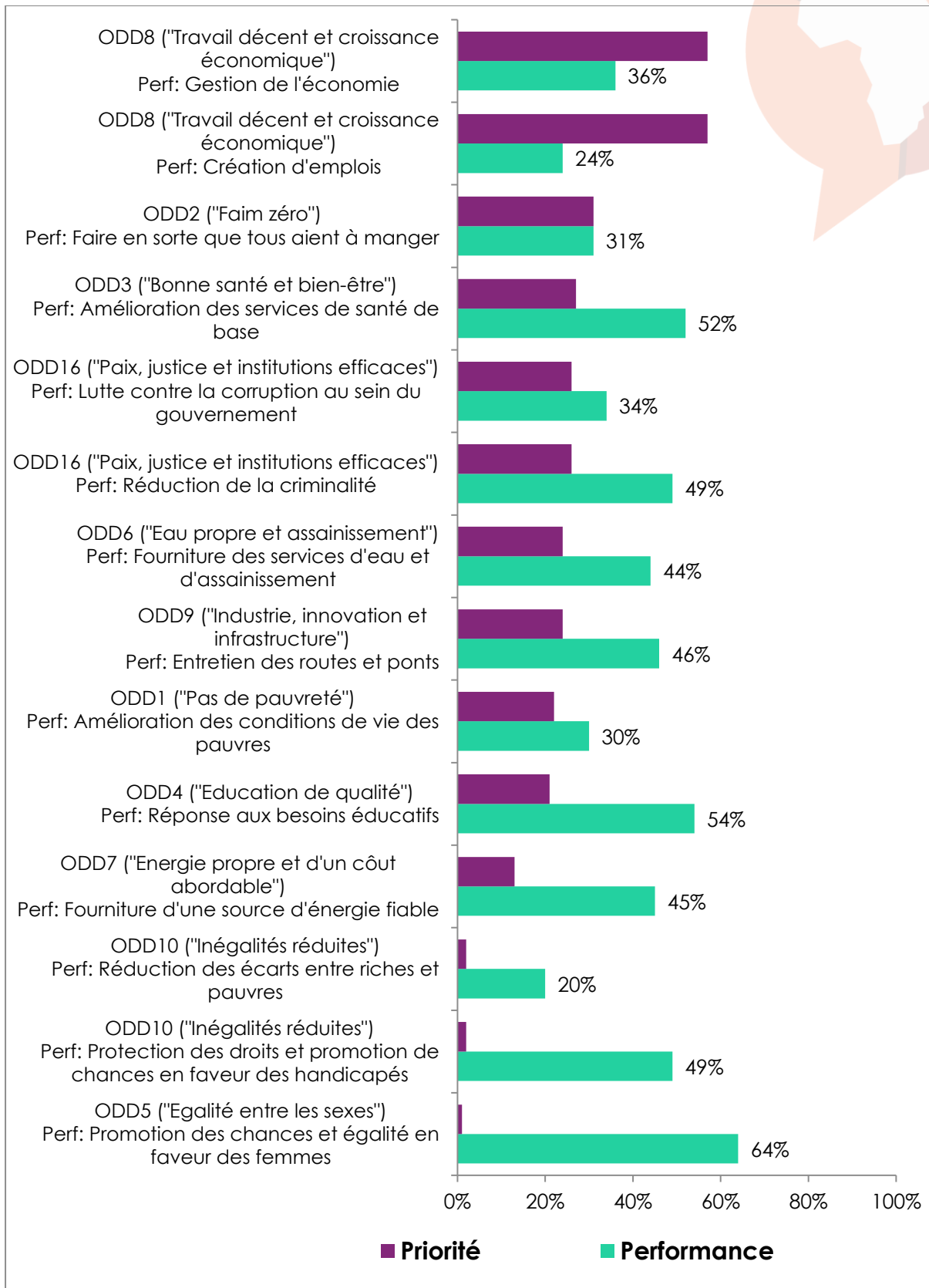
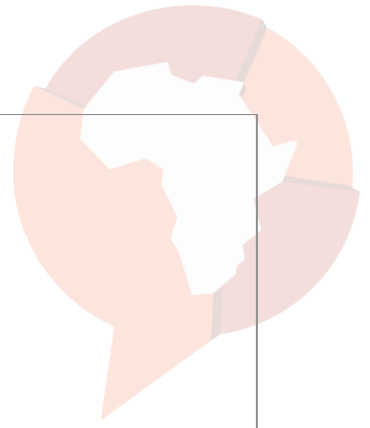


Figure 14: Performance du gouvernement dans les secteurs des ODD | 34 pays
| 2016/2018



(La figure montre le % des réponses « plutôt bien » ou « très bien » données aux questions d'Afrobaromètre à propos de la performance du gouvernement associées aux ODD.)

Figure 15: La priorité des ODD par rapport à la performance gouvernementale
| 34 pays | 2016/2018



(La figure montre le % de réponses aux questions d'Afrobaromètre portant sur les problèmes les plus importants (« Priorité ») et la performance du gouvernement (« Performance, » « plutôt bien » ou « très bien »), associées aux ODD.)

4.4. Performance par rapport aux ODD au niveau national

Le Graphique 2 indique la performance sectorielle des ODD par pays, les deux meilleurs secteurs marqués en bleu et les deux pires secteurs marqués en orange. Quelques éléments clés se démarquent.

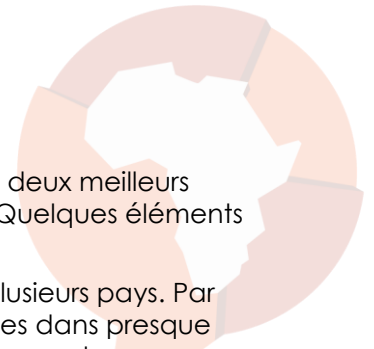
D'abord, quelques tendances fortes et constantes s'observent à travers plusieurs pays. Par exemple, l'égalité entre les sexes (ODD5) est l'une des meilleures catégories dans presque tous les pays, et même là où il n'est pas parmi les deux meilleurs, il reçoit souvent un score élevé (> 50%). Le Nigéria (48%), le Soudan (48%), l'Afrique du Sud (47%), le Gabon (46%), et la Guinée (41%) sont les seuls pays où moins de la majorité apprécie positivement le gouvernement (il demeure pourtant un secteur à forte performance dans tous, excepté le Nigéria).

L'éducation (ODD4) est parmi les deux meilleurs secteurs de performance dans 14 des 34 pays. Dans ce cas-ci, cependant, alors que la performance globale est relativement bonne, il y a aussi des pays nettement peu performants, surtout en Afrique du Nord, où les gouvernements du Maroc (18%), de la Tunisie (23%), et du Soudan (28%) reçoivent tous des cotes de performance médiocres, tout comme au Gabon (15%).

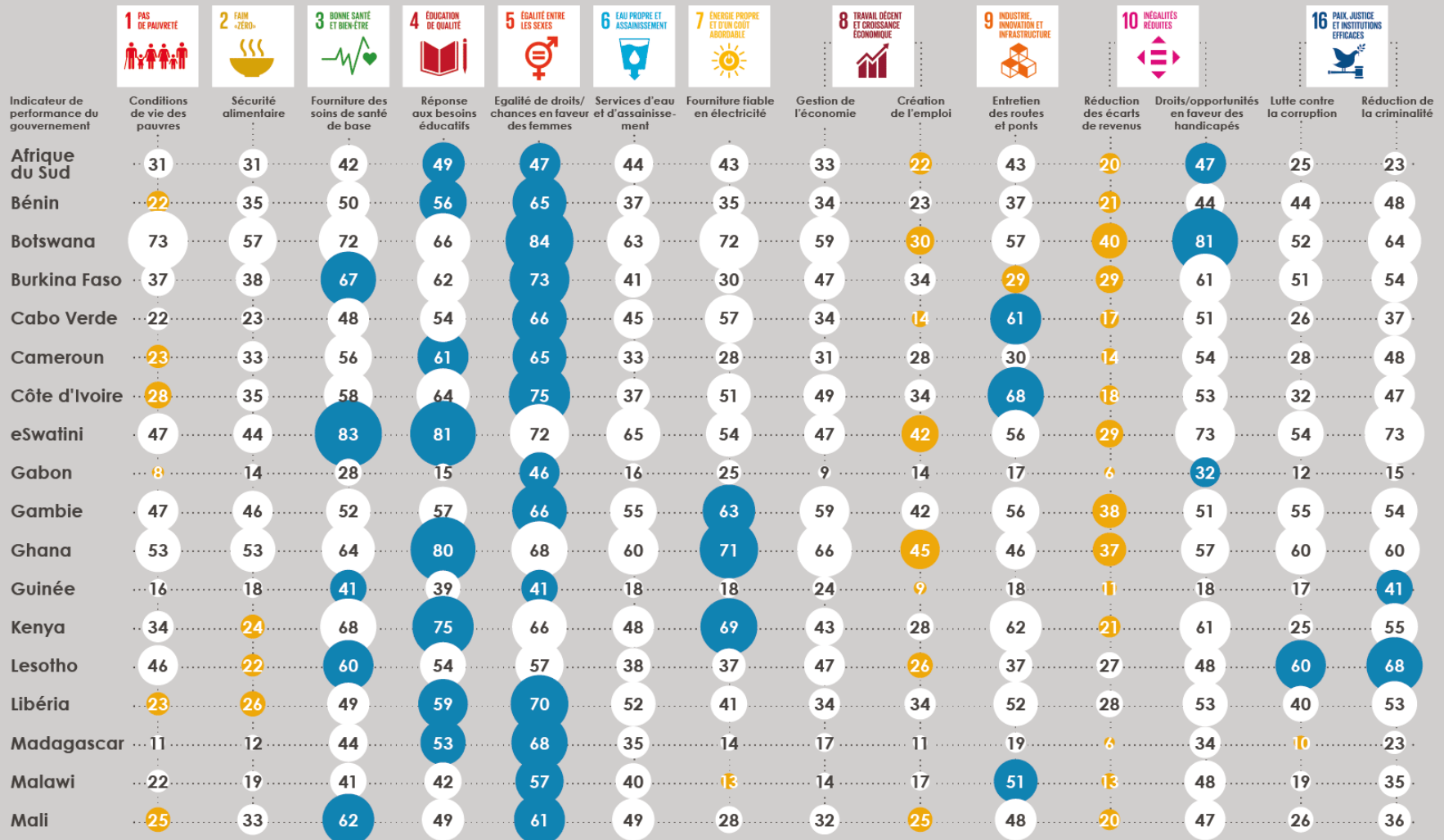
La performance dans plusieurs des autres secteurs est bien plus mitigée. Tandis que les répondants dans huit pays accordent à leurs gouvernements parmi leurs cotes les plus élevées sur l'indicateur ODD16 de réduction de la criminalité, la Tanzanie (75%) en tête, 15% seulement pensent de même au Gabon, de même que moins d'un quart à Madagascar et en Afrique du Sud (les deux 23%). Par ailleurs, le gouvernement eSwatini obtient certaines de ses meilleures cotes pour l'assurance des services de santé de base (ODD3) à (83%), contrairement au Maroc qui ne recueille que 18% (quoique ceci ne fût même pas parmi les deux cotes les plus basses au Maroc). La performance relative à l'approvisionnement fiable en l'électricité (ODD7) est conduite par Maurice (81%), et elle est un secteur de performance élevée dans un certain nombre d'autre pays (huit pays recueillent des cotes positives à 60% ou plus), mais trois pays n'accordent que moins de 20% à leurs gouvernements, et à seulement 13% positif, cette catégorie est la pire au Malawi. Les infrastructures (ODD9) sont une catégorie à performance élevée en Côte d'Ivoire (68%), au Sénégal (67%), et plusieurs autres, positif à seulement 13%, le gouvernement du Zimbabwe semble ne pas arriver à combler les besoins dans ce secteur, et le Gabon, la Guinée, et Madagascar obtiennent également moins de 20%.

Il y a, à l'autre extrémité, plusieurs secteurs dans lesquels presque tous les pays ont une mauvaise performance. La réduction des écarts de revenus entre riches et pauvres (ODD10) se classe comme l'un des pires secteurs de performance du gouvernement dans 31 des 34 pays; il n'y a que dans quatre pays (le Botswana, la Gambie, le Ghana, et la Mozambique) que même un tiers affirment que leur gouvernement est efficace sur cette question. Quand bien même la section précédente a identifié la réduction des inégalités (ODD10) comme l'un des ODD moins prioritaires, cette question est néanmoins le sujet d'une préoccupation mondiale croissante durant la décennie écoulée, et les Africains estiment clairement que leurs gouvernements n'arrivent pas à s'attaquer à ce problème de façon adéquate.

La création d'emplois (ODD8), l'un des objectifs ODD les plus prioritaires parmi nos répondants, recueille également les plus basses cotes de performance dans 19 pays, y compris 10% au Zimbabwe et 9% en Guinée. Et ce problème prioritaire n'attire une cote de rendement positive au gouvernement nulle part, pas même par une majorité relative. La seule quasi-exception est le Ghana, où les gens sont divisés à part égales quant à savoir si le gouvernement obtient des résultats (45%) ou pas (45%).



Graphique 2: Performance du gouvernement par rapport aux domaines d'action des ODD (% de « plutôt bien » ou « très bien » | 34 pays | 2016/2018

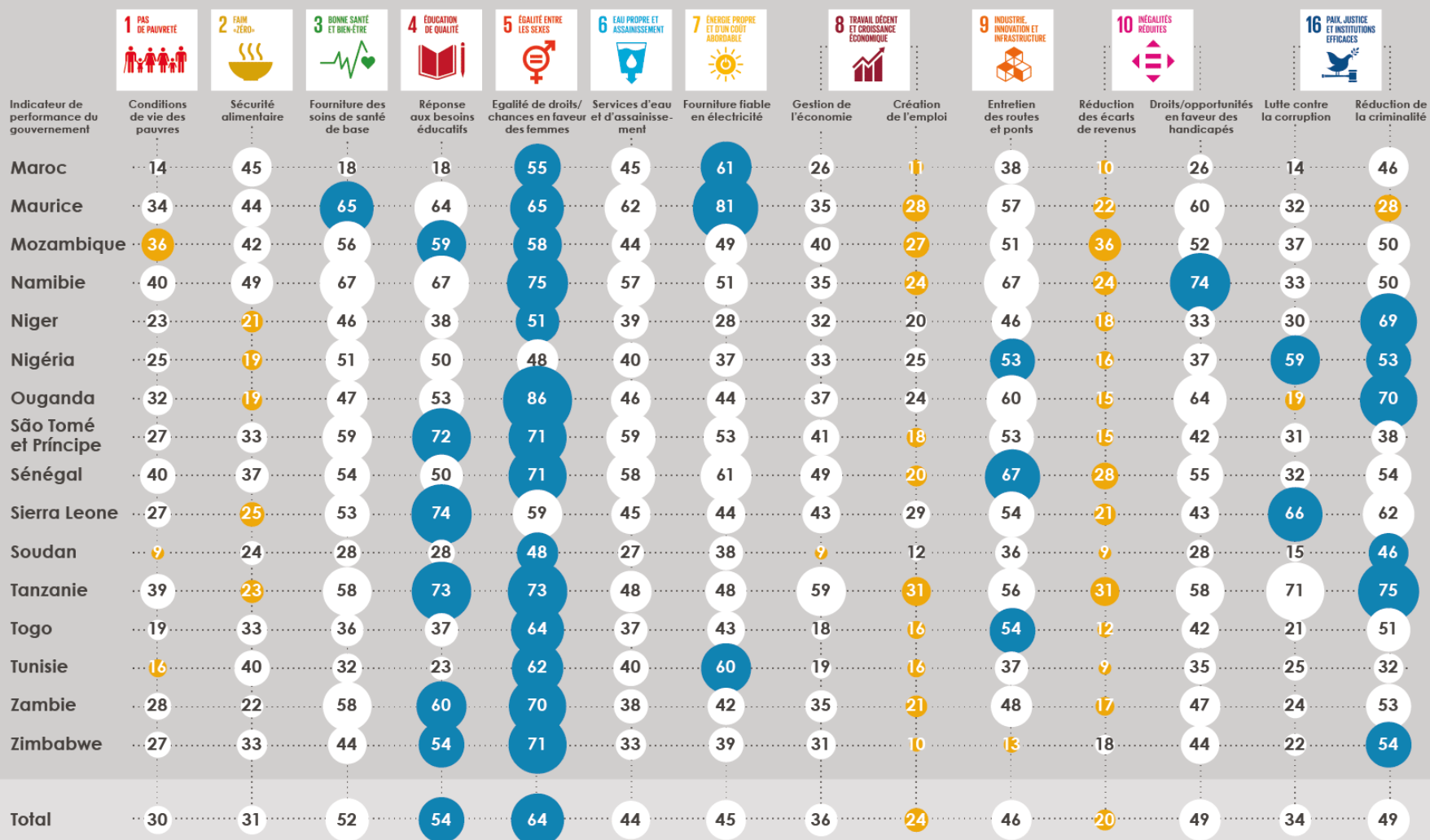


Clé % de répondants Classement dans le pays
 ● Deux meilleurs ● Deux pires

Note: Afrobaromètre a demandé aux répondants: « Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? » Les réponses « plutôt bien » et « très bien » sont associées aux Objectifs de Développement Durable de l'ONU.



Graphique 2: Performance du gouvernement (suite)



Clé % de répondants Classement dans le pays
 ● Deux meilleurs ● Deux pires

Note: Afrobaromètre a demandé aux répondants: « Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? » Les réponses « plutôt bien » et « très bien » sont associées aux Objectifs de Développement Durable de l'ONU.



4.5. La priorité par rapport à la performance au niveau national

En conclusion, nous jetons un coup d'œil partiel à la priorité par rapport à la performance au niveau national pour les trois pays de l'échantillon: la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, et le Ghana.

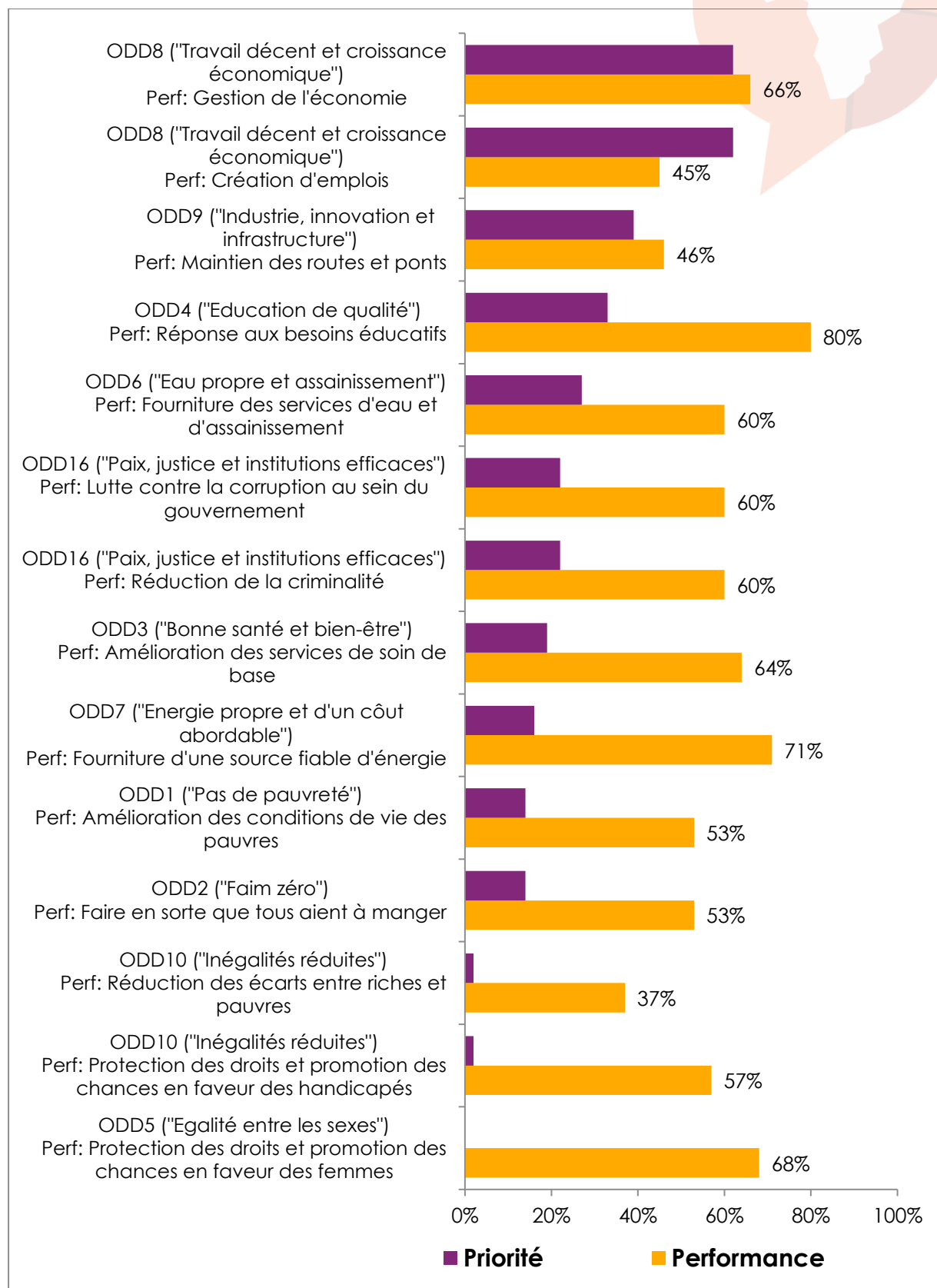
Le Ghana se distingue globalement comme l'un des pays les plus performants, avec une performance effective positive moyenne à 58% pour tous les 14 indicateurs; il y a donc quelques côtes de performance raisonnablement élevées à travers plusieurs secteurs (peu et très prioritaires) (Figure 16). Néanmoins, le Ghana présente un tableau mitigé quand on compare les priorités à la performance. Le secteur le plus performant est l'éducation (ODD4), qui se classe quatrième global en priorité, suivi de l'approvisionnement en électricité (ODD7), qui se classe septième en priorité. Mais en ce qui concerne l'ODD8 prioritaire (« travail décent et croissance économique »), la performance est très mitigée. La côte de rendement pour ce qui est de la gestion de l'économie (66%) est l'une des plus élevées au Ghana et offre un bilan très positif. En revanche, 45% seulement accordent des côtes positives à la « création d'emplois, » la deuxième plus faible côte à travers tous les secteurs. Cependant, la troisième plus faible côte de rendement à 46% va à la prochaine priorité élevée, l'ODD9 (« entretien des routes et ponts »). Comme dans plusieurs autres pays, la côte de rendement la plus faible correspond à l'ODD10 (« inégalités réduites »): 37% seulement affirment que le gouvernement affiche de bons résultats pour ce qui est de la réduction des écarts de revenus.

La Côte d'Ivoire (Figure 17) se classe comme un pays à performance moyenne, avec une côte positive moyenne de 46%. Mais peut-être de façon encore plus significative, la performance marque ici un déphasage net avec les priorités. La côte de rendement la plus élevée, 75%, est relative à un secteur à faible priorité, l'ODD5 (« égalité entre les sexes »). En revanche, le secteur le plus prioritaire, l'ODD8 (« travail décent et croissance économique »), n'obtient des côtes positives que de 49% pour la gestion de l'économie et de 34% pour la création d'emplois. Le seul secteur où une priorité élevée correspond à une performance relativement forte (58%) est la deuxième plus grande priorité, l'ODD3 (« bonne santé et bien-être »). Comme au Ghana, la réduction des écarts de revenu est le secteur présentant la plus faible performance, avec 18% seulement qui pensent que les efforts du gouvernement sont efficaces.

Enfin, le Burkina Faso (Figure 18), est également un pays à performance moyenne (côte positive moyenne de 47%) mais il se distingue en partie parce qu'il a un profil prioritaire distinct, l'ODD3 (« bonne santé et bien-être ») venant en première place pendant que l'ODD8 (« travail décent et croissance économique ») se classe quatrième seulement. Mais le Burkina Faso se distingue également parce qu'il obtient sa deuxième côte de performance la plus élevée (67%) dans son secteur le plus prioritaire. Autant les Burkinabè considèrent-ils la santé comme leur préoccupation la plus importante, autant ils estiment qu'elle constitue un secteur où le gouvernement excelle. Les résultats sont cependant plus mitigés avec les priorités suivantes. Aucune des quatre priorités suivantes n'affiche une côte de rendement supérieure à 50%. Comme dans un certain nombre d'autres pays, la côte de performance la plus élevée est celle relative à l'égalité entre les sexes (73%) et la plus basse est relative à la réduction des écarts de revenu (29%).

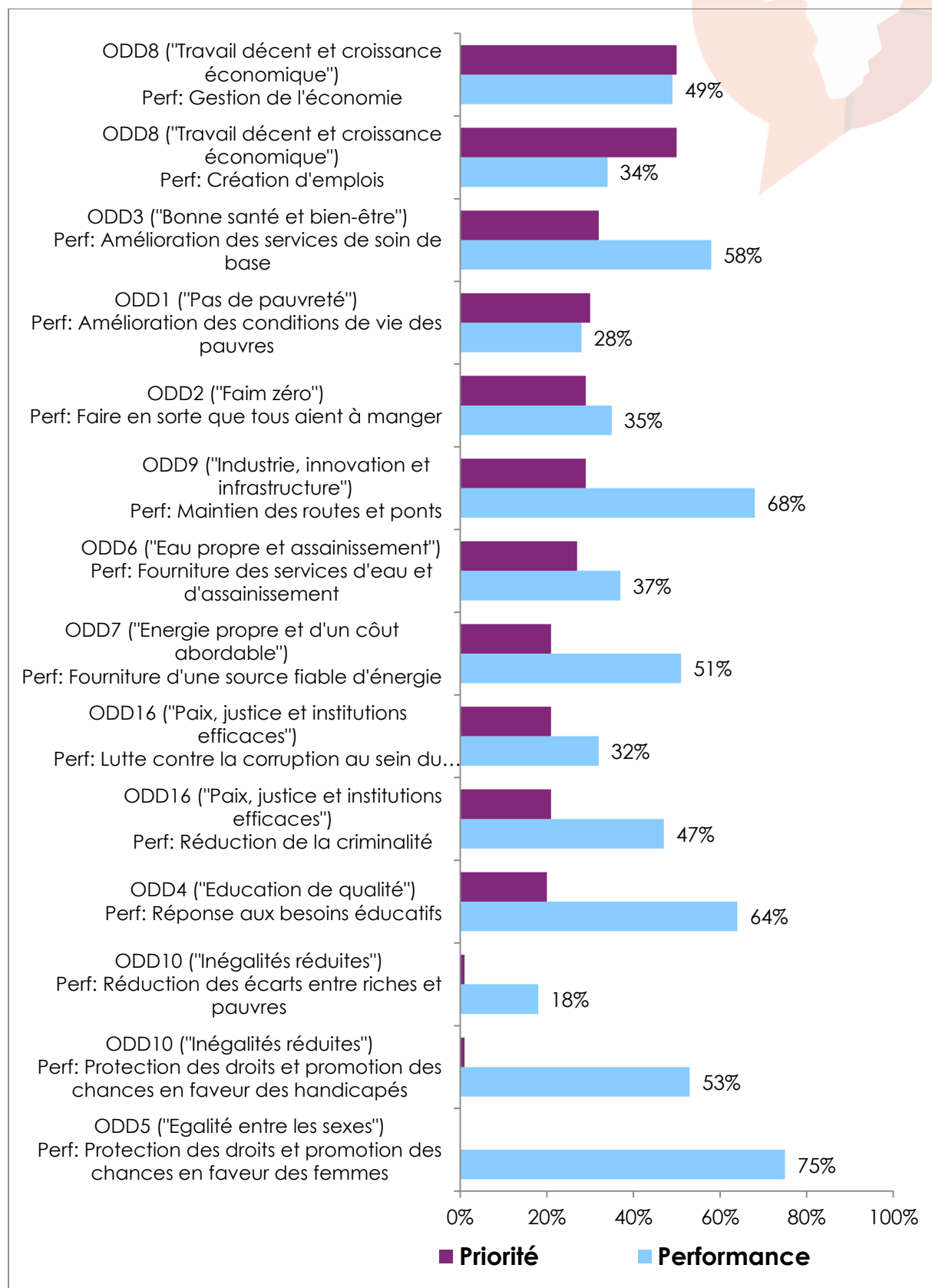
Il n'est malheureusement pas question ici de rapporter les détails similaires à travers tous les pays de notre échantillon, mais des lecteurs sont invités à faire leurs propres comparaisons des priorités nationales indiquées au Graphique 1 par rapport aux côtes de performance rapportés dans le Graphique 2 des pays qui les intéressent particulièrement.

Figure 16: La priorisation des ODD par rapport à la performance gouvernementale
| Ghana | 2017



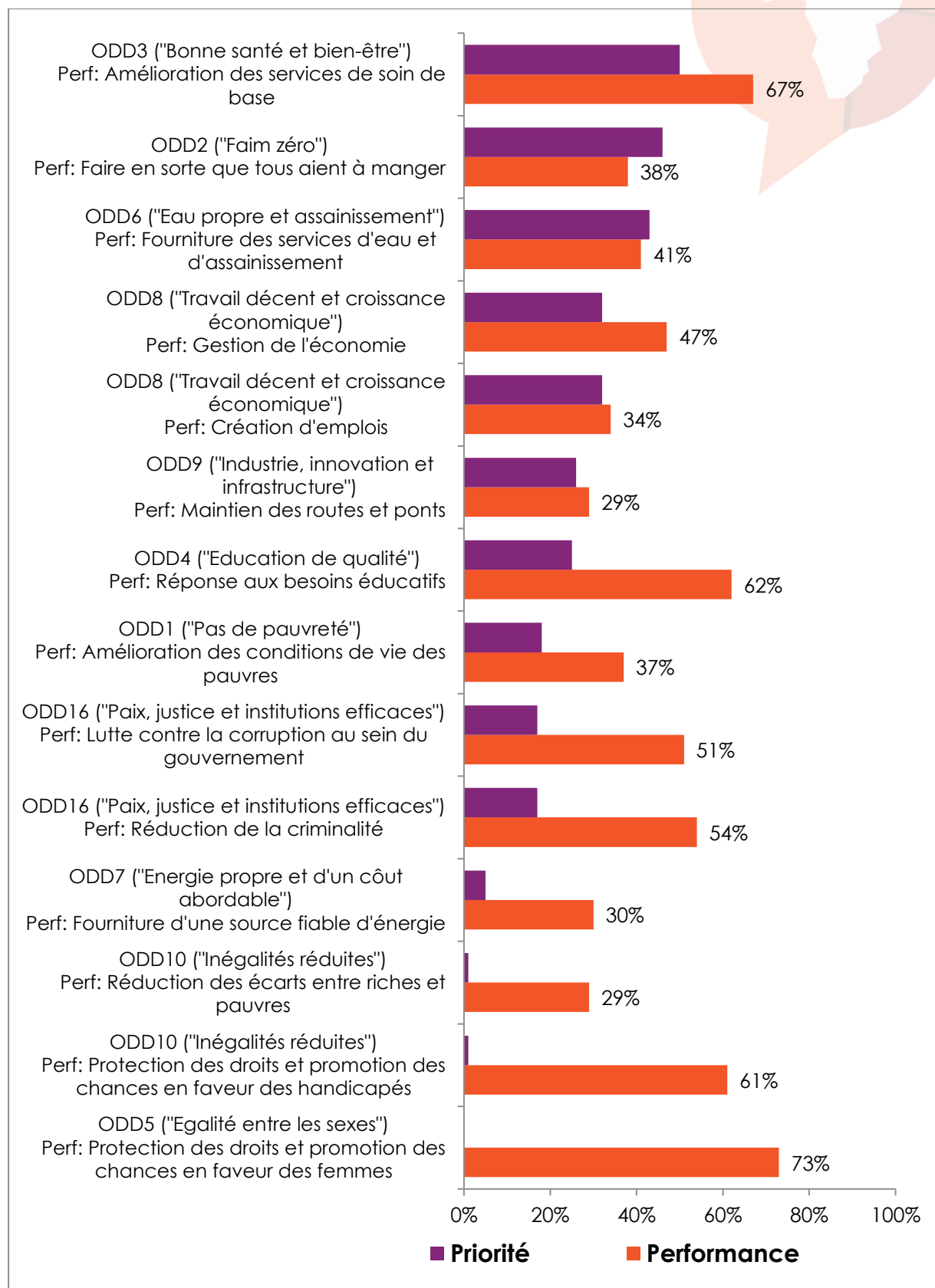
(La figure montre le % de réponses aux questions d'Afrobaromètre portant sur les problèmes les plus importants (« Priorité ») et la performance du gouvernement (« Performance, » « plutôt bien » ou « très bien »), associées aux ODD.)

Figure 17: La priorisation des ODD par rapport à la performance gouvernementale
| Côte d'Ivoire | 2017



(La figure montre le % de réponses aux questions d'Afrobaromètre portant sur les problèmes les plus importants (« Priorité ») et la performance du gouvernement (« Performance, » « plutôt bien » ou « très bien »), associées aux ODD.)

Figure 18: La priorisation des ODD par rapport à la performance gouvernementale
| Burkina Faso | 2017



(La figure montre le % de réponses aux questions d'Afrobaromètre portant sur les problèmes les plus importants (« Priorité ») et la performance du gouvernement (« Performance, » « plutôt bien » ou « très bien »), associées aux ODD.)

5. Conclusions

Les nouvelles données recueillies en 2016-2018 à travers 34 pays lors du Round 7 d'Afrobaromètre peuvent contribuer aussi bien à guider la mise en œuvre de la structure des ODD qu'à évaluer les progrès réalisés dans le cadre de l'atteinte de ses ambitieux objectifs. Pour récapituler les grands axes: Les emplois de qualité et la croissance économique dominent les préoccupations populaires dans la plupart des groupes économiques et la plupart des pays, mais la performance, surtout dans la création d'emplois, traîne. Les gouvernements peinent plus à trouver les solutions efficaces pour ce secteur.

Bien évidemment, l'aperçu complet est considérablement plus complexe. Les priorités populaires varient d'un pays et d'une région à l'autre ainsi que d'un niveau de revenus à l'autre et suivant d'autres facteurs. Avec l'emploi et la croissance économique, les citoyens accordent également une grande priorité à plusieurs autres ODD, y compris ceux relatifs à la sécurité alimentaire (ODD2), la santé (ODD3), la paix et la justice (ODD16), les infrastructures (ODD9), et l'approvisionnement en eau (ODD6). Les citoyens et les pays les plus pauvres ont tendance à mettre encore plus l'accent sur l'éradication de la faim ainsi que sur la disponibilité de l'eau potable et de l'électricité.

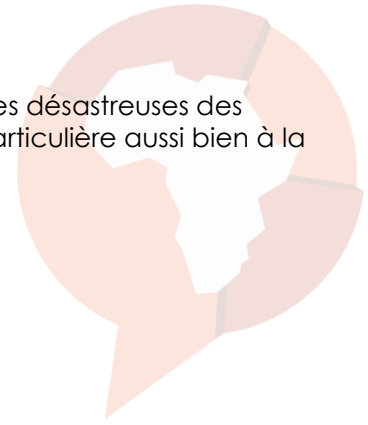
Mais même certains ODD qui semblent être des moins prioritaires dans le cadre de cette analyse ne devraient pas être négligés. Alors que l'égalité entre les sexes (ODD5), les inégalités réduites (ODD10), et les ODD liées aux mesures écologiques (13, 14, et 15) pourraient ne pas supplanter l'emploi et l'alimentation dans le classement des priorités, d'autres données d'Afrobaromètre suggèrent un engagement fort envers les droits des femmes, une préoccupation généralisée relative aux inégalités croissantes des revenus, et un soutien croissant aux mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques. De toute façon, les citoyens – et leurs gouvernements – sont aptes à valoriser et agir sur plus de trois objectifs interconnectés. En somme, il ne s'agit pas d'identifier les objectifs qui importent et ceux qui n'importent pas. Tout comme la communauté internationale, la plupart des Africains conviendraient probablement que tous les ODD présentent des objectifs nobles. Mais en comprenant mieux la façon dont les citoyens ordinaires priorisent et comprennent les interactions entre ces objectifs, les gouvernements et les défenseurs peuvent concevoir des interventions plus efficaces et collaborer avec plus de succès avec le public pour réaliser les objectifs inclus dans l'Agenda 2030.

Il existe également trois constatations initiales importantes par rapport à la performance. Les côtes d'efficacité gouvernementale capturées par les indicateurs de performance rapportés ici sont conformes aux déclarations propres des Nations Unies jusqu'ici qui indiquent que les progrès accomplis par rapport aux ODD sont inégaux et trop lents pour parvenir à réaliser les objectifs à l'horizon 2030. Une autre source de préoccupation est la disparité fréquente qui émerge entre les priorités et la performance: Les secteurs hautement prioritaires, surtout l'emploi et la gestion économique, affichent souvent certaines des pires côtes de rendement.

Ces résultats peuvent s'avérer utiles aux gouvernements africains qui désirent accroître leurs côtes de rendements et rencontrer des succès avec les ODD. Comprendre et trouver solution aux priorités publiques pourrait faciliter une prise de décision politique plus efficace et renforcer l'engagement du public, qui pourrait par la suite résulter en une performance meilleure. Le contrôle des écarts priorité-performance de chaque pays pourrait être particulièrement instructif. Pour les nombreux pays où la performance est élevée dans les secteurs à basse priorité et faible dans les secteurs prioritaires, les écarts pourraient, d'une part, nécessiter des politiques d'évaluation et des décisions en investissement. Les gouvernements investissent-ils trop dans des secteurs à faible priorité et trop peu dans des secteurs prioritaires, par exemple? D'autre part, ils peuvent suggérer que ces gouvernements devraient s'investir eux-mêmes dans des actions de sensibilisation et de plaidoyer s'ils pensent que leurs publics sous-estiment les secteurs et objectifs cruciaux.

En conclusion, nous soulignons encore la constatation que le pire secteur de performance dans 31 sur 34 pays est celle de la réduction des écarts de revenu entre riches et pauvres, liée à l'ODD10 (« inégalités réduites »). Quand bien même celle-ci semble être un ODD peu prioritaire aux yeux de beaucoup d'Africains, les débats croissants aussi bien en Afrique que

globalement à propos des conséquences politiques et économiques désastreuses des inégalités naissantes suggèrent qu'il faille accorder une attention particulière aussi bien à la sensibilisation qu'à la performance par rapport à cet objectif.



Appendix

Tableau A.1: Dates du Round 7 et des enquêtes précédentes d'Afrobaromètre

Pays	Travaux de terrain du Round 7	Enquêtes précédentes
Afrique du Sud	Août-sept 2018	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015
Bénin	Déc 2016-jan 2017	2005, 2008, 2011, 2014
Botswana	Juin-juillet 2017	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014
Burkina Faso	Oct 2017	2008, 2012, 2015
Cabo Verde	Nov-déc 2017	2002, 2005, 2008, 2011, 2014
Cameroun	Mai 2018	2013, 2015
Côte d'Ivoire	Déc 2016-jan 2017	2013, 2014
eSwatini (Swaziland)	Mars 2018	2013, 2015
Gabon	Nov 2017	2015
Gambie	Juillet-août 2018	N/A
Ghana	Sept 2017	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014
Guinée	Mai 2017	2013, 2015
Kenya	Sept-oct 2016	2003, 2005, 2008, 2011, 2014
Lesotho	Nov-déc 2017	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014
Libéria	Juin-juillet 2018	2008, 2012, 2015
Madagascar	Jan-fév 2018	2005, 2008, 2013, 2015
Malawi	Déc 2016-jan 2017	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014
Mali	Fév 2017	2001, 2002, 2005, 2008, 2012, 2013, 2014
Maroc	Mai 2018	2013, 2015
Maurice	Oct-nov 2017	2012, 2014
Mozambique	Juillet-août 2018	2002, 2005, 2008, 2012, 2015
Namibie	Nov 2017	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014
Niger	Avril-mai 2018	2013, 2015
Nigéria	Avril-mai 2017	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015
Ouganda	Déc 2016-jan 2017	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015
São Tomé et Príncipe	Juillet 2018	2015
Sénégal	Déc 2017	2002, 2005, 2008, 2013, 2014
Sierra Leone	Juillet 2018	2012, 2015
Soudan	Juillet-août 2018	2013, 2015
Tanzanie	Avril-juin 2017	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014
Togo	Nov 2017	2012, 2014
Tunisie	Avril-mai 2018	2013, 2015
Zambie	Avril 2017	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014
Zimbabwe	Jan-fév 2017	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014

AFRO BAROMETER

LET THE PEOPLE HAVE A SAY



Massa Coulibaly est directeur exécutif du Groupe de Recherche Appliquée et Théorique (GREAT), le partenaire national d'Afrobaromètre au Mali.

Kaphalo Ségorbah Silwé est directeur exécutif du Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI), le partenaire national d'Afrobaromètre en Côte d'Ivoire.

Carolyn Logan est directrice adjointe d'Afrobaromètre et professeure associée au sein du Département des Sciences Politiques de l'Université d'État du Michigan.

Afrobaromètre est produit collectivement par les sociologues de plus de 30 pays africains. La coordination est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut pour la Justice et la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut des Etudes en Développement (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya, et l'Institut pour la Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin. L'Université d'Etat du Michigan (MSU) et l'Université de Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le Round 7 d'Afrobaromètre a bénéficié du soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William & Flora Hewlett, du Département d'état américain, de l'Agence américain pour le développement international (USAID) via l'Institut américain de la paix (USIP), de la Fondation Nationale pour la Démocratie, et de Transparency International.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications avec **#VoicesAfrica**.



Couverture: Adapté d'une photo par Gavin Houthusen/Department for International Development, <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/>.

Infographiques réalisées par Soapbox, www.soapbox.co.uk

Contacts: massa@greatmali.net; segorbah7@gmail.com;
clogan@afrobarometer.org

Synthèse de Politique Afrobaromètre No. 51 | Novembre 2018